

LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 123

MONTREAL, LE MERCREDI 4 JUIN 1997

88¢ + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Tordre les chiffres

On l'a vu à satiété, les campagnes électorales sont une excellente occasion de dire n'importe quoi, que ne surpassent peut-être que les lendemains d'élections. Et entre les commentaires de la rue et les thèses savantes, la célèbre maxime se trouve vérifiée. Oui, les chiffres sont aux analystes ce que les lampadaires sont aux ivrognes: ils fournissent bien plus un appui qu'un éclairage.

Le scrutin uninominal à un tour est le miroir déformant de nos vicissitudes politiques, le piège inévitable dans lequel, au nom de l'efficacité, s'enferme la démocratie, les résultats qu'il donne sont l'étalon de mesure d'une réalité approximative, parfois même carrément fautive, mais dont tout le monde semble s'accommoder faute de mieux. Il ne prouve en fait qu'une chose: que l'union fait la force au sens où il est plus lucratif d'agglutiner les voix dans des creusets à pensée unique que de chercher à essaimer dans toutes les sphères de la société. Le plus grand nombre, concept fondamental, n'a pas toujours raison.

Les soirs d'élections, on regarde la distribution des sièges. Normal et logique, dans la mesure où on veut savoir qui formera le gouvernement. Mais les choses devraient s'arrêter là. Aussi, au moment où le cynisme populaire bat des records, où l'institution parlementaire est largement perçue comme un cirque, un repaire de grands enfants qui rivalisent d'effets de galerie et se mentent mutuellement, l'accent énorme mis sur la formation de l'opposition ne laisse-t-il pas d'étonner.

Dans les heures qui ont suivi le scrutin de lundi, on a fait grand état de l'accession du Parti réformiste de Preston Manning au titre d'opposition officielle. L'heure de gloire, le triomphe tous azimuts de la droite pure et dure anti-French. Un phénomène qui, combiné à la réélection de Jean Chrétien, «consacre le rejet du Québec par le Canada», disait hier Lucien Bouchard. Un phénomène, par ailleurs et par l'absurde, dont plusieurs souverainistes disent tout bas qu'avec un chef du Bloc québécois peu populaire, c'était la meilleure chose qui pouvait leur arriver.

La vérité, toutefois, c'est que le Reform a à peine progressé (0,6 point de pourcentage). Soixante députés, certes, mais peu de votes de plus au total qu'en 1993. Si la droite a gagné du terrain, c'est grâce au Parti conservateur qui est allé chercher trois points de pourcentage de plus, dont la majorité au Québec francophone de surcroît. En revanche, le Nouveau Parti démocratique, la formation fédéraliste la plus ouverte aux revendications du Québec, la gauche si *out* dans le néolibéralisme ambiant, a grimpé de quatre points à elle seule (plus que les deux autres réunis)! Et le Reform est demeuré incapable d'élargir ses assises géographiques.

L'opposition officielle? Qui prétendra que le Canada est suspendu aux débats des Communes? M. Chrétien l'a dit: Preston Manning posera la première question au lieu de la troisième. Et puis après? Bien des observateurs ont noté avec raison que la performance des réformistes en Chambre avait été au mieux ordinaire ces trois dernières années; or voilà qu'ils reviendront avec, grosso modo, la même équipe. Les médias qui leur accorderont plus d'attention? Au Canada anglais, les journalistes avaient décidé depuis longtemps que, le débat sur le Québec et l'ascendant de Lucien Bouchard mis à part, le Reform était la véritable opposition. C'était encore plus vrai depuis le départ du fondateur du Bloc. Quant aux médias du Québec, on doute qu'ils se découvrent un attrait soudain, sinon un peu d'huile jetée sur le feu de temps en temps, pour ce parti aux antipodes dont il est possible qu'aucun des 60 élus ne sera en mesure de s'exprimer en français.

Autres chiffres trompeurs et évaluations douteuses. Les libéraux se font fort de souligner que le Bloc a perdu 11 points par rapport à 1993 et, donc, que les fédéralistes ont rattrapé près des deux tiers des voix au Québec. Soit. Mais encore? Les votes conservateurs — prenez Chicoutimi, par exemple — sont-ils tous des NON en puissance? L'équation est trop facile. Il n'y a qu'à rappeler que les comtés de Jean Chrétien et Jean Charest, renportés par de fortes majorités en 1993, ont livré des OUI deux ans plus tard. On tord les données dans le sens qui fait notre affaire.

À la radio hier, le ministre Stéphane Dion a même dit que le Bloc avait été «chanceux» de récolter autant de sièges. Or le chef de ce ministre a-t-il dit qu'il avait été chanceux d'obtenir un gouvernement majoritaire? Pas du tout. Il a dit qu'il avait gagné, point. Il n'a pas dit que 155 sièges avec 38 % des voix relevait de l'injustice. Il n'a pas dit non plus que 101 députés sur 103 en Ontario avec la moitié des suffrages à peine, il fallait une sacrée veine pour obtenir ça.

En fait, même l'importance de l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire de justesse, qui a fait beaucoup jaser lundi soir, paraissait grandement exagérée. On a peine à imaginer, à part un budget, et encore, sur quel projet le Reform, le Bloc, le NPD et le PC auraient pu faire front commun, sans même parler du risque de replonger le Canada en campagne électorale alors que personne ne voulait de celle-ci.

Les élections fédérales ont bien montré que le Canada est morcelé. Mais à trop rendre absolus des résultats relatifs — et le fait de dire que les règles sont les mêmes pour tout le monde n'arrange rien —, on s'expose à tronquer la réalité. Il ne faudrait pas oublier que la première fonction du lampadaire consiste à éclairer. Même les ivrognes.

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé.
Max: 24 Min: 7

Québec
Ensoleillé.
Max: 21 Min: 7

Détails, page B 6

INDEX

Annances..... B 7
Avis publics .. B 5
Bourse..... B 2
Culture..... B 8
Économie..... B 1
Éditorial..... A 8
Idées..... A 9

Le monde..... A 7
Les sports..... B 6
Montréal..... A 3
Mots croisés.. B 7
Politique..... A 5
Télévision..... B 7

MONTREAL

Nuits d'Afrique:
place à la fête des sens,
page A 3



LE MONDE

Un cessez-le-feu
intervient en Sierra
Leone, page A 7



MONTREAL

Aznavor avec
la chorale de l'Accueil
Bonneau?, page A 3

À court d'eau, Hydro projette de détourner six rivières

LOUIS-GILLES FRANCŒUR
LE DEVOIR

Devant l'état alarmant de ses réserves hydrauliques, Hydro-Québec vient de demander à Québec d'autoriser six projets de détournement de rivières de la Côte-Nord et du Lac-Saint-Jean au profit des turbines des complexes Bersimis et Outardes, les deux bassins voisins de Manicouagan.

C'est ce que révèlent les quatre «Avis de projet» officiellement déposés le 14 mars dernier par le président d'Hy-

dro-Québec, André Caillé, auprès du ministre de l'Environnement et de la Faune, David Cliche, dont *Le Devoir* a obtenu copie en vertu de la loi d'accès aux documents publics.

Ces demandes d'autorisation proposent de détourner vers le réservoir Pipmuacan, qui alimente les centrales Bersimis 1 et 2 sur la rivière Betsiamites, les trois réservoirs de tête des rivières Portneuf, Sault-aux-Cochons et Manouane.

La Portneuf est actuellement exploitée par trois mini-centrales appartenant à la société Innergex, qui tente de

harnacher en plus les chutes de la Chaudière, près de Québec. La rivière Sault-aux-Cochons alimente trois autres petites centrales appartenant à la société RSP Hydro. Quant à la Manouane, qui se jette dans la Péribonka, elle alimente les six centrales d'Alcan, qui produit 2687 MW — l'équivalent de Grande-Baleine — avec les eaux de la Péribonka et du lac Saint-Jean lui-même.

Le quatrième projet de détournement, enclenché en catimini par Hydro-Québec, vise à détourner vers le com-

VOIR PAGE A 10: HYDRO

Le «contexte» explique le recul du Bloc, estime Duceppe

Le chef devra faire son mea-culpa, dit Michel Gauthier

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

À l'indemnité des élections fédérales, le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe a eu fort à faire pour expliquer la performance de son propre parti, dont les appuis ont glissé sous les 40 % au Québec.

Jonglant avec les chiffres, Gilles Duceppe s'est réjoui de ce que les souverainistes aient remporté «presque 60 % des comtés» au Québec.

Mais interrogé à savoir s'il se sentait responsable du glissement des voix, Gilles Duceppe a répliqué qu'il se sent «responsable de cette victoire de 44 députés. Quand on est chef, on doit prendre toutes les responsabilités».

Hier matin, Michel Gauthier, le précédent chef du Bloc, déclarait pourtant sur les ondes de Radiomédia que, «disons-le, hier soir [lundi], on a mangé toute une dégélée. L'appui a baissé de façon significative».

Les propos de M. Gauthier laissent présager des débats houleux à l'intérieur du Bloc. Selon Michel Gauthier, le chef bloquiste devra, dans les prochaines semaines, se regarder dans le miroir et faire son mea-culpa. «On va tous se regarder parce qu'on a perdu des comtés stratégiques, dont celui de Chicoutimi», a-t-il ajouté.

Pour expliquer la baisse de pourcentage des votes obtenus lundi soir, Gilles Duceppe a plutôt évoqué un ensemble de raisons: «Le contexte était fort différent de celui de 1993», a-t-il soutenu.

D'abord, la première élection du Bloc suivait l'échec de l'Accord du lac Meech et le référendum de Charlottetown, et elle précédait de très peu une nouvelle élection provinciale avec référendum à la clé.

Puis, Gilles Duceppe a mentionné la course au leadership et le fait que «nous avions beaucoup de choses à faire en

VOIR PAGE A 10: BLOC

LIRE AUSSI

- L'éditorial de Lise Bissonnette, page A 8
- Réaction «morcelée» à Québec, page A 4
- Chrétien satisfait de sa performance, page A 4
- Charest dénonce l'effet Chrétien, page A 4
- Les résultats finaux, page A 6

Tiananmen, huit ans après

MURE DICKIE
REUTER

Pékin — La propagande chinoise a beau tourner à plein régime sur la rétrocession imminente de Hong-Kong, rien n'y fait: c'est à l'anniversaire du Printemps de Pékin que s'intéressent bien des habitants de la capitale.

Huit ans après les faits, beaucoup réclament — non seulement parmi les dissidents ou les parents des victimes, mais aussi chez l'homme de la rue — un réexamen officiel des dramatiques événements du 4 juin 1989.

«Les animaux eux-mêmes résistent si on tue leurs enfants», déclare Zhou Shuzhuang, dont le fils de 24 ans a été tué par les soldats qui, à l'époque, étaient intervenus place Tiananmen pour mettre un terme aux manifestations étudiantes.

Les familles ne peuvent oublier et n'auront de cesse que le pouvoir revienne sur sa version des faits, quelles que soient les pressions exercées pour les réduire au silence, a-t-il déclaré dans une récente interview.

«Ils voudraient nous voir morts pour nous faire taire. Nous devons donc continuer à vivre», a ajouté ce retraité de 61 ans, l'un des 42 signa-

taires d'une pétition réclamant une enquête parlementaire sur l'affaire.

Ce genre de revendications ne trouve aucun écho dans la presse chinoise. Étroitement contrôlés par l'Etat, les journaux préfèrent depuis des semaines publier un flot ininterrompu d'articles triomphalistes sur la restitution de Hong-Kong, prévue le 1^{er} juillet.

Il n'en reste pas moins que le climat de cet événement historique a été très perturbé par les souvenirs tenaces du printemps 1989: depuis huit ans, l'anniversaire de la répression donne lieu à des manifestations hostiles à Pékin dans la colonie britannique.

Un anniversaire passé sous silence

Jusqu'à présent, la Chine n'a jamais dévié de son explication officielle: des mesures énergiques s'imposaient pour mettre un terme à une rébellion contre-révolutionnaire déclenchée par les manifestations étudiantes.

Même si les autorités chinoises passent pratiquement sous silence l'anniversaire du 4 juin, il est évident qu'elles le prennent au sérieux: tous



«Les animaux eux-mêmes résistent si on tue leurs enfants»

Qualité-Québec se saborde

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Après six ans de promotion de l'«achat chez nous», la société de promotion Qualité-Québec réduira ses activités au strict minimum. Le conseil d'administration de cet organisme sans but lucratif, initialement fondé par le Mouvement Desjardins en 1991, a décidé la semaine dernière que la société cesserait d'exister sous sa forme actuelle.

«Il n'y aura plus de permanence», confirme le porte-parole de Desjardins, André Chapleau, mais il faut que ça continue sous une forme différente. C'est un grand succès.»

En fait, plusieurs sociétés d'Etat, qui contribuaient à 20 % du budget de l'organisme, se sont retirées de son financement au cours des derniers temps, comme Hydro-Québec, Loto-Québec et la Caisse de dépôt et de placement. Chez Desjardins, on refuse de préciser quelle était l'implication financière du Mouvement, mais les cotisations des entreprises-membres représentaient, quant à elles, 33 % du budget.

L'an dernier, environ 150 entreprises se sont jointes à Qualité-Québec, mais 125 auraient également quitté l'organisme. Le conseil d'administration, présidé par le grand manitou de Desjardins, Claude Beland, a toujours privilégié l'auto-financement à l'aide des cotisations, mais cet objectif ne s'est jamais réalisé dans les faits, malgré un membership tournant autour de 1000, dont seulement 200 cotisants.

En ce moment, chez Qualité-Québec, seul reste en pla-

VOIR PAGE A 10: PROMOTION

VOIR PAGE A 10: TIANANMEN

• LES ACTUALITÉS •

Refaire sa vie au Canada

Le mensuel Rebondir publie un guide à l'intention des Français qui rêvent de Montréal ou de Vancouver...

MICHEL DOLBEC
PRESSE CANADIENNE

Paris — Les Français qui rêvent de refaire leur vie à Montréal, à Toronto ou à Vancouver disposent maintenant d'un véritable guide de survie.

Le mensuel français *Rebondir* (150 000 exemplaires) vient de publier un numéro spécial de près de 180 pages entièrement consacré au Canada. «*Le Canada, et d'abord le Québec, font toujours fantasmer les Français*, explique le directeur de la rédaction, Eric Le Braz. *Il y a de grands espaces, on y parle français, tout y semble plus simple.*»

Les Français qui veulent immigrer au Canada sont sou-

vent animés par un rêve, par une soif d'idéal. Ils savent généralement qu'il y a 12 % de chômage, qu'il fait «*très froid longtemps*», que ce n'est pas un Eldorado. Mais ils veulent partir quand même.

«*On ne part pas au Canada seulement pour trouver du travail mais aussi pour changer de vie*, souligne Eric Le Braz. *Ceux qui réussissent leur vie là-bas ne se reconnaissent plus dans la France, vieille nation bloquée, polluée, étriquée, étouffée par ses élites et peuplée de râleurs intolérants.*»

Rebondir a été créé il y a quatre ans (le premier numéro, déjà, portait sur le Québec...). Le magazine s'adresse d'abord aux chômeurs mais aussi aux étudiants, à ceux qui ont un travail temporaire ou qui veulent donner une

nouvelle orientation à leur carrière. Cela finit par faire beaucoup de monde. Ce numéro ne leur promet pas monts et merveilles. «*Au départ, nous avions peur d'envoyer nos lecteurs au casse-pipe en les incitant à aller s'installer au Canada*, admet le directeur de la rédaction. *Mais les Français que nous avons vus, qui sont devenus québécois ou qui ont réussi leur greffe en milieu anglophone, ont balayé nos états d'âmes.*»

Les deux auteurs de *S'installer au Canada* (l'un d'eux a lui-même émigré à Montréal) ont «*parcouru 25 000 km et rencontré une centaine de personnes entre Saint-Laurent et Pacifique*». Ils ont dressé un portrait détaillé des règles qui régissent l'immigration et le marché du travail au Canada

anglais et au Québec. Ils se sont longuement attardés aussi sur la vie quotidienne: l'accent français, qui est souvent un «*obstacle*», le «*parler*» québécois qui ressemble parfois à une «*langue étrangère*», le système d'éducation qui «*laisse à désirer*»...

«*Après le coup de foudre, le choc culturel*, écrit *Rebondir*, *Les immigrants découvrent que tous les Québécois ne sont pas forcément des gars chaleureux et authentiques. Les rapports sont souvent ambigus: ils nous accusent de faire preuve d'un complexe de supériorité. On s'agace de leur complexe d'infériorité. [...] On se lasse aussi des paysages uniformes. Et on a parfois du mal à supporter l'urbanisme déprimant des villes à l'américaine.*»

Les nouvelles règles pour obtenir

un premier permis de conduire



À compter du 30 juin 1997, des changements importants seront apportés au Code de la sécurité routière pour les nouveaux conducteurs de véhicule de promenade et de motocyclette.

Conduite accompagnée obligatoire pendant au moins 12 mois (ou 8 mois si le conducteur suit un cours de conduite reconnu)

Tous les titulaires d'un permis d'apprenti conducteur de véhicule de promenade ou de motocyclette devront être accompagnés pendant au moins 12 mois par une personne titulaire d'un permis de conduire valide, de la classe appropriée, depuis au moins 2 ans. Par ailleurs, il sera possible de réduire la période d'apprentissage minimale de 12 à 8 mois pour les personnes qui choisiront de suivre un cours de conduite dans une école reconnue par les organismes désignés par la Société de l'assurance automobile du Québec, soit le CAA-Québec ou la Ligue de sécurité du Québec.

Permis probatoire limité aux conducteurs de 16 à 24 ans

Après le permis d'apprenti conducteur et la réussite de l'examen pratique, un permis probatoire sera remis à tout nouveau conducteur âgé de 16 à 24 ans. Ce permis sera valide pour 24 mois ou jusqu'à l'âge de 25 ans, (selon la première éventualité). Les personnes de 25 ans et plus ne seront donc pas soumises à l'étape du permis probatoire.

Quatre points d'inaptitude et zéro pour cent d'alcool

Dès le 30 juin prochain, tout titulaire d'un permis d'apprenti conducteur ou d'un permis probatoire sera assujéti à un maximum de 4 points d'inaptitude. Ainsi, dès qu'un nouveau conducteur atteindra 4 points d'inaptitude dans son dossier de conduite, son permis d'apprenti conducteur ou son permis probatoire sera suspendu pour 3 mois.

De plus, il sera interdit à tout titulaire d'un permis d'apprenti conducteur ou d'un permis probatoire de conduire après avoir consommé de l'alcool.



SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE
AUTOMOBILE DU QUÉBEC

Avant tout
la vie

en **RÈGLE!**
en route!

Pour une meilleure sécurité
sur les routes

L'Office des professions dit non aux informaticiens

PRESSE CANADIENNE

L'Office des professions du Québec ne recommande pas au gouvernement de constituer en corporation professionnelle les informaticiens du Québec, comme le réclamaient ces derniers. Dans un avis transmis au ministre responsable du Code des professions, Paul Bégin, et dont la Presse canadienne a obtenu copie, l'Office invoque une demi-douzaine de raisons à l'appui de sa recommandation.

La décision finale appartient cependant au ministre Bégin et n'a pas encore été prise. Une représentante du ministre Bégin a rencontré longuement à ce sujet jeudi dernier Roger Robert, président de l'Association des informaticiens du Québec, un organisme qui regroupe 1200 informaticiens québécois.

Parmi les raisons invoquées par l'Office des professions pour ne pas recommander la création d'une nouvelle corporation professionnelle pour les informaticiens, on retrouve «*la nature et le manque de spécificité des activités de l'informaticien*».

L'Office rappelle aussi que peu de préjudices et d'inconvénients ont pu être recensés jusqu'à maintenant et attribués à l'absence de contrôle de la compétence ou de l'intégrité des informaticiens.

On signale de plus que la profession d'informaticien n'est réglementée à aucun autre endroit au Canada ou aux États-Unis, sauf tout récemment en Alberta.

Enfin, l'Office des professions note l'existence de plusieurs autres lois au Québec qui protègent les renseignements personnels, tant dans le secteur public que dans le privé.

Mais cette recommandation de l'Office des professions déçoit le président de l'Association des informaticiens, Roger Robert.

«*L'Office des professions semble banaliser la fonction d'informaticien. Ils n'en ont pas compris toute la spécialisation*», a dit M. Robert.

Selon lui, «*le temps et la pression économique vont faire leur œuvre*» et finiront par convaincre l'Office de modifier son jugement.

M. Robert a signalé que l'informaticien est une spécialité de plus en plus importante au Québec. Cette technologie de l'information implique des montants de neuf milliards et touche 20 000 emplois. Des prévisions laissent entrevoir que cette industrie représentera 15 % du produit intérieur brut (PIB) en l'an 2005.

Au bureau du ministre Bégin, la porte-parole, Jacqueline Aubé, a fait savoir que la décision finale, qui repose entre les mains du ministre, n'a pas encore été prise.

EN BREF

Matticks reste en prison

(PC) — Le tribunal a refusé hier de libérer provisoirement Richard Matticks, l'un des membres du célèbre clan, accusé avec trois autres individus de complot et de trafic de cocaïne. Matticks n'a pas convaincu le tribunal que sa remise en liberté pouvait lui être accordée sans risque pour la sécurité du public. Le 20 mai dernier, l'escouade Carcajou a arrêté Richard Matticks et trois autres individus dont un des leaders des Rock Machine, Giovanni Cazzetta. Les policiers avaient alors saisi huit kilos de cocaïne d'une valeur de plus de 300 000 \$.

Reprise des moyens de pression

(PC) — La coalition syndicale formée du Conseil provincial des métiers de la construction et de la FTQ a annoncé hier la reprise des moyens de pression sur les chantiers de construction résidentielle. La coalition, qui représente 75 % des travailleurs de la construction, a pris cette décision devant l'impossibilité de trouver un terrain d'entente avec les employeurs pour relancer les négociations en vue de la conclusion d'une convention collective.

LE DEVOIR

MONTREAL



Dix-huit sans-abri, une chorale et le succès qui se poursuit. Le soliste Denis Harting (à droite) a quitté le groupe, mais Michel, son meilleur ami, est toujours là.

Chorale de l'Accueil Bonneau

Un projet de film avec Aznavour

Les 18 choristes préparent aussi un concert au Reine Elisabeth, un documentaire et un disque

SYLVAIN BLANCHARD
LE DEVOIR

Après avoir visité le maire de Montréal, participé à des téléthons, joué pour la police du poste 21 et fait salles comblées lors de leurs deux derniers concerts, les 18 sans-abri de la chorale de l'Accueil Bonneau pourraient jouer à la fin du mois d'août dans un téléfilm mettant en vedette Charles Aznavour.

Rien n'est confirmé, mais selon Jean-Claude Lord, le réalisateur du film, «on est sur la bonne voie, ça risque fort de marcher».

Produit par Claude Héroux, le film relaterait l'histoire d'une jeune Parisienne partie en fugue à Montréal dans l'espoir de retrouver son père. Aznavour y tiendrait le rôle d'un itinérant qui lui offre son aide tout en chantant dans une chorale... la chorale de l'Accueil Bonneau.

Depuis le mois d'avril, le succès de la chorale est tel que, déjà, un documentaire est en préparation par le cinéaste Magnus Isacson. Le 13 juin, l'Association des gens d'affaires du centre-ville de Montréal les accueillera pour le petit déjeuner dans la grande salle du Reine Elisabeth. Le cachet: 1000 \$ pour trois chansons. Un concert est aussi prévu à Toronto et à Ottawa, et dès le mois d'août, la chorale entrera en studio pour préparer un album de Noël.

Ils continuent aussi de jouer dans le métro le matin, du lundi au vendredi, mais ont perdu leur soliste vedette, Denis Harting, remercié à regret par Pierre Anthian, le patron de la chorale, en raison de ses absences répétées — «Denis ne venait plus dans le métro, ni aux pratiques, en tout cas de moins en moins souvent, sauf quand la télévision était là». Ils préparent aussi quelques spectacles en salle et feront bientôt l'objet d'un autre reportage à la télévision, cette fois à TV5.

Pas mal pour 18 gars qui avaient l'habitude de coucher dehors et de faire les poubelles.

«On est surpris, disait récemment au Devoir Michel, itinérant depuis des années et membre de cette chorale. Surpris de voir des gens pleurer quand on chante ou des enfants tirer leur mère par la manche pour ne pas monter dans le métro. Surpris, au fond, de voir qu'on aime ce qu'on fait, qu'on est bons, et qu'on leur fait du bien... Quel contraste avec la rue où on nous crache dessus!»

Ils n'ont jamais eu autant d'argent dans leurs poches, mais certains font encore la rue. Pour se loger. D'autres économisent pour visiter des

parents qu'ils n'ont pas vus depuis des années ou s'acheter une carte de métro. «Mais encore aujourd'hui, dit Pierre Anthian, personne ne gaspille, parce que personne n'a recommencé à boire. Le reste du groupe ne le tolérerait pas.»

Cette chorale, c'est son idée, l'idée d'un prêtre français qui en a eu assez un jour de leur servir de la soupe aux pois à l'Accueil Bonneau et qui s'est lancé dans cette aventure en se disant simplement que si l'expérience avait marché avec les Français, il y a quelques années, elle marcherait ici aussi. Il a donc fait passer le mot, collé des affiches chez Bonneau, puis 18 gars se sont présentés à la première répétition, un soir de décembre 1996. Quelques-uns avaient un petit verre dans le nez, d'autres le regard un peu perdu, mais tous ont répété. Des chansons de Noël, quelques cantiques, deux ou trois grands classiques. Une première soirée somme toute sans histoire, mais au chaud, loin de la police, et qui a permis de voir ce que chacun pouvait faire sans s'écrouler trop vite.

Et dix jours plus tard, c'était le métro. Depuis, plus rien n'est pareil.

Ils sont valorisés comme jamais ils ne l'ont été dans leur vie. Et même si la plupart n'ont pas d'amis, tous se consolent en se disant qu'au moins, «dans le métro, il y a plein de monde à connaître».

C'est le cas de Daniel, pour qui chanter a été la bouée dont il avait besoin pour s'empêcher de tuer quelqu'un. Dans sa chemise blanche pressée, personne ne peut se douter qu'avant de se tenir droit dans le métro avec un micro, l'homme tenait jadis les autres au bout de son revolver.

«Ma vie a été une suite d'échecs. Je suis allé huit fois en prison — une fois pour tentative de meurtre. J'ai braqué du monde avec des couteaux, des revolvers, avec n'importe quoi qui pouvait faire l'affaire. J'ai toujours refoulé ma rage, mais au fond, j'ai fait ce que j'ai fait moins pour faire peur aux autres que pour les forcer à m'écouter. Parce qu'aujourd'hui, personne n'écoute.»

Sauf quand il chante. «Devant une foule, aussi petite soit-elle, je me sens comme Superman, nous disait-il récemment. Tout y passe: mon agressivité, mon manque de sexe, mon besoin de drogue, tout. Je flotte. C'est comme un voyage. Je suis transformé.»

La semaine dernière, dans une petite église de l'est de la ville, 450 billets se sont vendus à la vitesse de l'éclair pour le troisième spectacle en salle de la chorale de l'Accueil Bonneau. Le prochain aura lieu dans quelques semaines.

La gestion des dépenses d'immobilisations

Le Vérificateur pourrait signer les états financiers de la Ville avec restriction

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Si le problème de la gestion des dépenses en immobilisations devait prendre de l'ampleur au sein du Service des finances de Montréal, le Vérificateur a laissé entendre hier qu'il pourrait signer les états financiers de la Ville avec restriction.

Le Vérificateur Guy Lefebvre a fait cette affirmation alors qu'il témoignait devant la Commission de l'administration et de la qualité des services aux citoyens. M. Lefebvre présentait aux élus son rapport qui a sévèrement jugé le travail du Service des finances, qui transgresse «plusieurs règles comptables et de saine gestion».

La présence du maire Pierre Bourque aux travaux de la commission publique, de la présidente Noushig Eloyan, de la responsable des finances, Johanne Lorrain, de plusieurs attachés politiques et de la haute direction du Service des finances illustre bien la polémique entourant la gestion du Programme triennal d'immobilisations (PTI). Mais malgré cette pression énorme, M. Lefebvre a maintenu l'ensemble de ses constatations: dépassements de prévisions, manque de respect des pratiques comptables, avis contradictoires avec les certificats de crédits et manque d'information transmise aux conseillers municipaux.

La Commission a également entendu le directeur du Service des finances, Roger Galipeau, qui est venu, tout comme il l'a fait récemment en conférence de presse, défendre l'intégrité de son équipe. «Nous croyons que les assertions du Vérificateur à l'égard de la gestion des dépenses en immobilisations sont basées sur une mauvaise interprétation des faits [...], qu'elles sont tendancieuses et de nature à

tromper le lecteur quant à l'intégrité du Service», a affirmé M. Galipeau.

La présence de ce dernier a été contestée par les membres de l'opposition qui se sont retirés au moment de son témoignage. Helen Fotopoulos, du RCM, s'y est opposée, rappelant que le conseil municipal n'avait pas donné de mandat à cet effet à la Commission. Son collègue Sam Boskey, de la Coalition démocratique-Montréal écologique, a souligné, quant à lui, que «ça transforme l'exercice en un procès sur la crédibilité du directeur des finances».

Chose certaine, le Vérificateur a dit avoir reçu une lettre confidentielle des vérificateurs externes qui le rend «professionnellement satisfait». De plus, M. Lefebvre s'est réjoui de ce que son rapport ait suscité «une profonde réflexion» au ministère des Affaires municipales.

D'ailleurs, les deux analystes mandatés par le ministre Rémy Trudel la semaine dernière pour étudier les dossiers ayant mené le Vérificateur à écrire son rapport annuel sont de retour aujourd'hui dans la métropole. Ils poursuivront leur travail jusqu'à vendredi. Ils transmettront toutefois aujourd'hui au ministre un rapport d'étape.

Dans une lettre envoyée à Roger Galipeau la semaine dernière pour identifier les projets d'immobilisations problématiques, le Vérificateur cite des notes internes transmises à M. Galipeau par des membres de son service. M. Lefebvre démontre ainsi que M. Galipeau était au courant de ces pratiques depuis longtemps. «En comptabilisant les immobilisations à la pièce, basées principalement selon la source de financement, nous perdons toute crédibilité vis-à-vis nos pairs», peut-on lire.

Les travaux publics de la Commission se poursuivent demain à l'hôtel de ville.

Nuits d'Afrique

Place à la fête des sens

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Trouvez les intrus parmi la liste suivante: princes du raï, instigateurs de la danse moto, Geneviève Paris, virtuoses du hajoug, Boubacar Traoré, Coco M'Bassi, Saïd Mesnaoui, Sylvie Tremblay. Des intrus? Quels intrus? Cet été, quatorze soirées durant, les «néo», les «pure laine» et leurs invités d'Afrique et des Caraïbes feront battre au même rythme le cœur du chaud festival international Nuits d'Afrique, du 7 au 20 juillet.

Derrière cette onzième édition des Nuits d'Afrique, un Guinéen installé à Montréal depuis 23 ans, Lamine Touré, également propriétaire du Balattou. L'idée de départ de ce festival: donner du courage aux musiciens d'ici, venus de loin.

«Les Africains qui s'établissent ici arrivent avec tout leur bagage musical. Puis, avec les années, ils oublient, ils perdent contact avec leur terre natale. Il faut les aider, en faisant venir des musiciens de leur pays d'origine, à se replonger dans leurs racines, à se souvenir, à se comparer, à s'améliorer.»

Les organisateurs des Nuits d'Afrique, aidés de subventions, assument les dépenses des artistes invités: le coût des visas, les repas, les chambres d'hôtel. Tout ça pour ça: permettre à un néo-Québécois de faire quelques gammes avec un frère de sang...

Plus de 40 000 Québécois, souvent initiés à l'ailleurs par le Balattou, se paient chaque année une Nuit d'Afrique. A eux le plaisir, à Lamine Touré le gros ouvrage. «Nuits d'Afrique, pour moi, ce n'est pas un «bon moment»: c'est une obligation.»



Sous quels tropiques les musiciens établiront-ils leurs quartiers et leurs tambours cette année? Les musiciens consacrés et connus se donneront rendez-vous au Medley et au Club Soda, tandis que les artistes prometteurs et moins connus se retrouveront au Balattou. Aux 21 spectacles en salles s'ajouteront, en plein air à la place Berri, 19 spectacles et quelque 150 musiciens les 18, 19 et 20 juillet. Ce sera là, à l'angle des rues Berri et Sainte-Catherine, que cette année encore, tous les sens seront interpellés: par la musique, certes, mais par ce marché mi-Tombouctou, mi-souk, où se vendront aussi bien le dernier DC de Wasis Diop que des bijoux, des vêtements et des sculptures africaines.

Et que viennent faire Geneviève Paris et Sylvie Tremblay dans tout cela? La première partagera avec Assar Santana la scène du Club Soda pour jumeler les rythmes brésiliens aux accents folk-rock québécois, le 9 juillet. La seconde, elle, s'alignera à la lauréate du prix Afrique-Gilles Obinger, décerné par Radio-France International en 1996, la Camerounaise Coco M'Bassi. Je voudrais voir la mer changera de poil, ce soir-là du 11 juillet...

Parmi les autres événements importants du festival, notons la venue du Malien Kar Kar (le 7 juillet), de la formation Africana Band, composée de neuf musiciens et trois danseurs moto (le 10), de Ramon Tambora et ses treize musiciens, qui feront entre autres dans la salsa et la merengue (le 12), du Cubain Saïd Mesnaoui (le 13).

Pour connaître plus en détails la programmation, il vous suffira de vous procurer le programme officiel de l'événement au Medley, au Club Soda, au Balattou et dans les centres Info-touristes.



CONSULTATION GÉNÉRALE

AVANT-PROJET DE LOI

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

ASSEMBLÉE NATIONALE

La Commission de l'éducation est chargée de tenir des auditions publiques à compter du 26 août 1997 dans le cadre de la consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé, *Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique*.

Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion sur ce sujet doit soumettre un mémoire à la Commission de l'éducation. Celle-ci choisira, parmi les personnes et les organismes qui ont fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra.

Le mémoire doit être reçu au Secrétariat des commissions au plus tard le 12 août 1997 et être transmis en 25 exemplaires de format lettre. Il doit être accompagné d'autant d'exemplaires d'un résumé de son contenu. Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 35 exemplaires supplémentaires.

Les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements doivent être adressés à: M. Grégoire Mathieu, secrétaire de la Commission de l'éducation, Édifice Honoré-Mercier, bureau 3.29, Québec (Québec), G1A 1A3.

Téléphone: (418) 643-2722 Télécopieur: (418) 643-0248



NOUVEAUTÉ

MATHOPHILIE 416-436

2^e cycle du secondaire

Directrice de collection et auteure:

Louise Lafortune Ph.D.

Manuel 416, tome 1,

320 pages, 35,50 \$

Manuel 436, tome 1,

559 pages, 42,50 \$

Les manuels de cette nouvelle collection sont conçus pour aider certains élèves à soutenir leur «mathophilie» et pour en aider d'autres à passer de la «mathophobie» à la «mathophilie». Les moyens utilisés visent à ce que les élèves apprivoisent la mathématique et découvrent du plaisir à en faire.

L'approche développée dans la nouvelle collection *Mathophilie* tient compte des dimensions cognitive, métacognitive, affective et sociale de l'apprentissage de la mathématique.

La nouvelle collection *Mathophilie* répond aux exigences et contenus, aux principes directeurs et objectifs des nouveaux programmes de mathématique du ministère de l'Éducation.

GUÉRIN, éditeur ltée

4501, rue Drolet

Montréal (Québec) H2T 2G2

Téléphone: (514) 842-3481

Télécopieur: (514) 842-4923

Adr. Internet: <http://www.guerin.qc.ca>

JONC ANNIVERSAIRE

à diamants, et saphirs, rubis ou émeraudes sur OR 14 carats

1997

AU CHOIX VENTE 288 \$ chacun

LE PARCHEMIN

Non diamants et pierres précieuses sont sélectionnés par le laboratoire Gemmologique du Canada.

Mezzanine, METRO Berri UQAM, 1500, rue Berri

Montréal 845-5243 sans frais 1-800-667-6878

PICASSO - WASHINGTON

Les jeunes années, période rose, période bleue (1892-1906)

Visite des châteaux, jardins et musées du 16 au 20 juillet 1997. Voyage accompagné par Alain Surprenant, artiste-peintre, historien de l'art. Jardins de sculpture Rockefeller, Dumbarton Oaks et Longwood Gardens.

Voyage dans un autobus de luxe, petit déjeuner compris pour 599,00 \$ CAN

Pour plus d'informations et réservation, appeler Alain Surprenant au (514) 441-9437

Voyage réalisé avec le concours de Voyage Sindbad, permis du Québec

folio 25 ans

de plaisir des mots

Cherchez la bande rouge chez votre libraire.

ma marie allaire

PRÊT-À-PORTER

SOLDE

30% 50%

sur les plus belles marques marchandise printemps/été

Exceptionnellement la boutique sera ouverte le dimanche 8 juin de 12h à 17h

1588, rue Fleury Est, Montréal

(514) 384-4808

LA PROMENADE FLEURY

ELECTIONS 1997

REVUE DE PRESSE

Les libéraux paient pour l'élection anticipée

Chrétien sort écopé de sa mince victoire

Gilles Lesage
de notre bureau de Québec

Les libéraux complaisants paient le prix pour avoir déclenché une élection anticipée. L'unité nationale fait partie de leurs débris électoraux. Et leur chef, en dépit de sa mince majorité, sort écopé de l'épreuve.

Tels sont en substance les commentaires préliminaires que l'élection de lundi suscite dans la presse anglophone, du moins celle dite du «Canada central», celui-là même dont la fidélité a permis au gouvernement Chrétien de s'accrocher au pouvoir.

Aussi bien dans *The Globe and Mail* que dans *The Gazette*, éditoriaux et analyses sont critiques quant à la performance libérale, évoquant en filigrane la remise en question du leadership même de Jean Chrétien, non pas dans l'immédiat, certes, mais après les prochaines élections québécoises, prévues pour l'an prochain.

La presse



du Canada

Le grand quotidien torontois — qui avait accordé sa faveur au PC de Jean Charest — titre en éditorial: «Les libéraux complaisants récoltent ce qu'ils ont semé». Ils se sont contentés de brandir leurs faits d'armes, se glorifiant de leurs exploits plutôt que de traiter de l'avenir. Ils s'imaginaient que la balade électorale serait aisée. Si bien que ce sont les autres partis qui ont imposé leur ordre du jour et leur rythme à la campagne.

Le Parlement canadien, encore plus qu'en 1993, en sort régionalisé, fracturé, exacerbé.

«En laissant au début le podium sur l'unité nationale au Reform, les libéraux ont contribué à revivifier le Bloc québécois, qui était en perte de vitesse au début de la campagne. Le Bloc, qui, pour un moment, semblait sur le point de s'effondrer, a repris de la vigueur, alimentée en partie par les courants de fond de la rhétorique constitutionnelle du Reform. En conséquence, les Tories en ont été réduits à des gains mineurs au Québec, ce qui les a empêchés de revivre en Ontario. «Ce qui laisse les Canadiens avec des résultats insatisfaisants, conclut *The Globe and Mail*. Les libéraux forment encore le gouvernement, mais le paysage parlementaire est miné par de nouvelles fissures régionales.»

Le prix payé pour une élection hâtive, tel est aussi la trame de l'analyse du chroniqueur Hugh Winsor, également dans le *Globe*. «Les libéraux paient le prix de leur opportunisme politique. Leur tentative crasse de tirer avantage d'un électoral somnolent en début de campagne a endommagé leur blason, mais pas assez pour leur faire perdre leur majorité. Quand les électeurs ont commencé à porter attention, ils en ont profité pour manifester leur mécontentement, surtout dans les provinces maritimes...»

«Plutôt que d'entériner le slogan «Soyez heureux, ne vous en faites pas», l'élection rappelle aux libéraux qu'il y a un grand nombre de Canadiens malheureux.»

En dépit de sa majorité, Chrétien en sort écopé, estime Edward Greenspon, un autre analyste du *Globe*. Il s'en tire en survivant, pas en vainqueur. Et parmi les débris électoraux, il y a l'ordre du jour (*agenda*) libéral en ce qui a trait à l'unité nationale.

Les libéraux avaient deux objectifs avec ces élections anticipées. Le premier visait à garder le pouvoir. Le second visait à faire des percées dans les bastions des partis régionaux pour miner la prétention voulant que le Reform et le Bloc québécois soient les seules voix authentiques de leurs régions quant au changement constitutionnel.

Ce rêve vient de s'effondrer, analyse Greenspon, et, avec lui, le plan A des libéraux. «A la vérité, c'est un Parlement au plan B que les Canadiens ont élu, plus enclin à une attitude rigide (a tough stand) envers le Québec, à l'exception de M. Charest. Le Reform est un partisan féroce du plan B, de même que plusieurs députés libéraux hors Québec.»

Analysant les défis des libéraux, *The Gazette* conclut que la survie et le bien-être du pays sont en jeu. «Même si elle est mince, M. Chrétien a démontré qu'il pouvait donner une deuxième majorité aux libéraux. Mais il lui reste à faire la preuve qu'il a le leadership pour réunir les Canadiens et mener le pays, fort et uni, jusqu'au prochain siècle.»

The Toronto Star, qui souhaitait sa réélection, note que la tâche de Chrétien est de gouverner pour l'ensemble du pays. Il a l'équipe, le bilan et les valeurs pour mener le Canada au XXI^e siècle. «Ce ne fut pas une élection joyeuse ou cathartique. Ce fut un vote de confiance mitigée envers un rude guerrier.»

De même, *The Ottawa Citizen* se réjouit de la réélection du gouvernement libéral, ainsi qu'il le souhaitait, avec une opposition plus nombreuse. Il y a trop de Bloc et de NDP à son goût, mais le parti qui le méritait l'a emporté. «Good job, Canada.»

The Ottawa Sun insiste, lui, sur la réunification, éminemment souhaitable, des partis de droite, Reform et PC.

Dans *The Financial Post*, le columnist Allan Fotheringham est cinglant: déclenchement imbécile, campagne imbécile, élection imbécile. «En déclenchant une élection non nécessaire, Jean Chrétien a irrité les électeurs, affaibli les libéraux aux Communes et renforcé à la fois le Reform et les séparatistes. Ce fut la décision la plus stupide qui soit.»

Dans l'Est, où le NDP et les conservateurs ont fait des gains majeurs, les éditoriaux insistent sur la rebuffade envers les libéraux.

«D'une certaine manière, c'est la reprise du référendum de 1995, conclut *The Chronicle-Herald*, de Halifax. La confiance du gouvernement a créé une vide politique que les autres ont comblé rapidement.»

Un Parlement différent, diversifié et fracturé, titre *The Telegraph Journal* de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. Il espère, advenant une autre épreuve référendaire au Québec, que les trois partis qui représentent les Maritimes aux Communes feront ce qu'ils ont à faire. «Ils mettront de côté leur partisanerie et travailleront ensemble, ainsi qu'ils l'ont fait lors de la dernière crise, pour préserver et améliorer un pays qui nous est cher à tous.»

Conclusions en revenant à Toronto. Est-ce la fin de Jean Chrétien comme chef, demande carrément la columnist Rosemary Speirs, dans *The Toronto Star*. «Sa majorité est si mince, écrit-elle d'emblée, qu'il semble bien que les jours de Jean Chrétien à titre de premier ministre sont désormais comptés.» Sa performance hors foyer, son incapacité à démontrer l'utilité d'une élection, ont fait fondre la majorité libérale. Mais elle ajoute que M. Manning devrait aussi démissionner... Aux dernières nouvelles, le nouveau chef de l'opposition officielle ne semblait pas avoir l'intention d'obtempérer. Pas plus que M. Chrétien, d'ailleurs, fût-il qualifié de guerrier écopé.

Réactions morcelées à Québec

- Les Québécois doivent prendre acte du message canadien, dit Bouchard
- Johnson note le premier recul de la cause souverainiste depuis 20 ans

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Autant le vote était morcelé lundi lors des élections fédérales, autant l'est la réaction des trois chefs de parti présents à l'Assemblée nationale face au choix des Québécois. Le premier ministre Lucien Bouchard, par exemple, s'inquiète de la montée du Parti réformiste de Preston Manning au Canada, qui signifie, selon lui, le rejet de toute reconnaissance de la spécificité québécoise par les Canadiens anglais.

«Les Québécois doivent aujourd'hui prendre acte du message canadien, a-t-il déclaré avant de prendre l'avion pour le Rhode Island où se déroule la conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'est du Canada. Les Québécoises et les Québécois sont désormais face à un choix clair: ou bien se conformer à un Canada uniforme, dans lequel le Québec ne peut être autre chose qu'une province comme les autres, ou bien se donner un pays à soi, un pays souverain, le seul qui puisse reconnaître son existence et son avenir.»

Il pense qu'il s'agissait là des dernières élections fédérales de l'histoire du Québec. Selon M. Bouchard, deux électeurs québécois sur trois ont rejeté les libéraux de Jean Chrétien, qui ont montré des couleurs antidémocratiques durant la campagne.

Loin de s'assombrir des pertes subies par le Bloc dans le pourcentage de votes en sa faveur, le premier ministre l'explique par une faible participation de l'électorat, 70 % au lieu de 77 % comme en 1993 et, a-t-il ajouté, «le Bloc québécois représente aujourd'hui une forte majorité des circonscriptions du Québec».

Le chef de l'opposition officielle à Québec, Daniel Johnson, interprète évidemment le vote de lundi d'une tout autre façon. Il est clair, selon le leader libéral, que la popularité de la souveraineté est en baisse en ce moment au Québec.

«Pour la première fois depuis près de 20 ans, la cause de la souveraineté a reculé. Le vote pour le Bloc québécois est en bas de 40 %, ce qui est moins que pour le OUI en 1980. Ça indique deux choses: une majorité considérable de Québécois qui sont fédéralistes et qui ont voté pour des partis fédéralistes, et que la majorité des fédéralistes est francophone au Québec.»

Contrairement à M. Bouchard qui «cherche toujours à diviser les Québécois», M. Johnson prétend que, dans le reste du Canada, trois électeurs sur quatre ont voté pour les partis fédéralistes qui se sont engagés par écrit à reconnaître le Québec, sa spécificité et son caractère distinct.

«Il ne faut pas démoniser le Reform Party et l'ensemble du Canada. Il n'y a qu'une personne sur quatre qui a voté pour un parti aussi monolithique, aussi homogène que le Reform. Le Canada, c'est beaucoup plus complexe que cela. Il n'y a que Lucien Bouchard qui pense que le Reform, c'est le Canada.»

Et il a ajouté: «M. Bouchard dit n'importe quoi devant le résultat d'une défaite personnelle. Il a été écorché par son implication dans la campagne du Bloc, qui a fait moins bien que dans toute élection ou référendum depuis 1980. Il cherche un bouc émissaire.»

Selon le chef libéral, il y a désormais cinq régions distinctes au Canada: l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, le Manitoba et l'Ouest canadien. Des régions qui s'expriment selon leurs particularités et leurs distinctions. A ses yeux, deux partis politiques veulent détruire le Canada: le Reform et le Bloc.

«C'est une traduction des régionalismes qui s'expriment. [...] Ça ne devrait pas être inquiétant, sinon que c'est un défi dans lequel les premiers ministres des provinces auront leur mot à dire.»

Il reconnaît que le gouvernement du Parti libéral du Canada a perdu quelques plumes en raison de décisions impopulaires, notamment dans l'est du pays en matière de programmes sociaux, mais il refuse toutefois de juger le leadership de Jean Chrétien. M. Johnson parle plutôt d'un «réalignement des divergences d'approches dans les différentes régions du Canada au fonctionnement du fédéralisme canadien. C'est un message pour tous les partis politiques et pas simplement pour M. Chrétien.»

Il a rappelé que son parti proposait de remanier le fédéralisme canadien en se basant sur une reconnaissance du caractère distinct du Québec. Tout dépend maintenant, selon lui, des réactions qu'auront les premiers ministres des provinces à la suite de ces élections.

Quant au chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, il note également le plus faible score d'un parti souverainiste depuis 1973. Cela ne signifie pas pour autant que l'addition des votes du PLC et du PC signifie que 58 % des Québécois sont fédéralistes.

«Cette élection montre une dépoliarisation du vote au Québec avec cette lutte à trois. La baisse du Parti libéral fait qu'il devra se montrer plus sensible aux besoins des gens. [...] Et les 38 % du Bloc signifient que la ligne pure et dure, qui est de faire référendum après référendum, ne tient plus la route au Québec.»

M. Dumont pense que l'électorat demande clairement, tout comme son parti d'ailleurs, une pause dans le débat constitutionnel.

EN BREF

McKenna les avait prévenus

(PC) — Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna, affirme avoir prévenu les libéraux fédéraux qu'ils ne se trouveraient pas en position de force au Canada atlantique, où déferle en ce moment une vague de mécontentement. Au lendemain des élections fédérales de lundi, au cours desquelles les provinces de l'Atlantique, aux prises avec un grave problème de chômage, ont répudié les libéraux, M. McKenna a indiqué avoir ressenti un mauvais pressentiment quant aux chances de succès des troupes du premier ministre Jean Chrétien. «Je savais à quel point cette élection serait ardue», a-t-il déclaré hier matin. Les libéraux, vainqueurs en 1993 dans 31 des 32 circonscriptions des provinces de l'Atlantique, n'y comptent désormais que 11 sièges. Deux membres du cabinet très en vue ont subi la défaite dans deux des comtés les plus pauvres de la région: le ministre de la Santé David Dingwall, et celui de la Défense nationale Doug Young. Tous deux ont été défaits par des néo-démocrates.

Alliance Québec déçu de Manning

(PC) — Le groupe de pression anglophone Alliance Québec s'attend à un Parlement fédéral «intéressant», avec cinq partis reconnus à la Chambre des communes, mais est loin de se réjouir de la désignation du Parti réformiste comme opposition officielle. En entrevue, le président d'Alliance Québec, M. Michael Hamelin, confiait sa déception face au discours du chef réformiste Preston Manning. «La façon dont M. Manning a traité les chefs des partis politiques du Québec, c'était un discours que je n'appréciais pas du tout. Ce n'est pas un parti qui défend la vision du Canada que moi j'apprécie. C'est une vision locale du pays.» Ce n'est que du bout des lèvres qu'il a commenté la défaite du militant des droits des anglophones Howard Galganov dans la circonscription montréalaise de Mont-Royal. Celui-ci a récolté 10 072 voix, bon deuxième derrière la libérale Sheila Finestone, qui a reçu 29 917 voix.

L'UPA tient les libéraux à l'œil

(PC) — L'Union des producteurs agricoles prévient le nouveau gouvernement libéral que ses attentes sont élevées en matière d'agriculture et de protection de l'environnement. Dans un communiqué diffusé hier, l'UPA rappelle déjà au gouvernement libéral ses promesses électorales concernant l'agriculture. Les libéraux s'engageaient à proposer un support financier et technique pour encourager les initiatives en faveur d'une agriculture durable. De plus, ils avaient promis de définir une politique laitière à long terme, qui confirmerait le soutien gouvernemental au système de gestion de l'offre.

Une tension utile, selon les manufacturiers

(PC) — Le président-directeur général de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec, M. Gerald Ponton, estime que la mince majorité du gouvernement libéral de Jean Chrétien «va les tenir sous une tension utile». Il estime que le gouvernement Chrétien devra poursuivre sa lutte contre le déficit, mais en manifestant plus de sensibilité pour convaincre les citoyens des bienfaits de la réduction du déficit. Le gouvernement Chrétien sera «sous surveillance», avec une opposition «plus virulente», croit M. Ponton.

Charest croit avoir été victime de «l'effet Chrétien»

Le premier ministre «savait ce qu'il faisait» en évoquant la non-reconnaissance d'un OUI à majorité simple

MANON CORNELLIER
LE DEVOIR

Sherbrooke — Jean Charest est heureux de la performance de son parti mais il blâme le premier ministre Jean Chrétien pour avoir délibérément polarisé le débat au Québec dans le seul but de limiter les gains conservateurs.

Il en veut pour preuve la sortie du premier ministre contre la reconnaissance d'une victoire souverainiste à la majorité simple, une déclaration qui a immédiatement stoppé la remontée du PC au Québec et fait refluer les électeurs vers le Bloc.

«Il savait de toute évidence ce qu'il faisait. Il cherchait à repolariser un électorat qui ne l'était pas. Dans un contexte où la polarisation ne jouait plus, c'est nous qui étions les grands bénéficiaires parce que les gens étaient attirés vers nous. Cela a été fait exprès», a-t-il déclaré en conférence de presse hier.

Selon lui, M. Chrétien ne s'est soucié que des gains électoraux à faire. «[Il l'a fait] pour gagner des sièges. Je ne crois pas aux coïncidences dans ces circonstances et je pense qu'il a fait ça délibérément pour repolariser le débat», a-t-il ajouté.

Jean Charest a évité de qualifier le geste d'opportuniste mais il ne le pensait visiblement pas moins. Le chef conservateur juge tout aussi intéressé l'hommage que M. Chrétien lui a rendu lundi soir. Le chef libéral a souligné que Jean Charest «a contribué au fait que les fédéralistes ont remporté une forte majorité des voix au Québec [...] Je serai toujours fier de marcher avec lui pour un Canada uni».

Ces propos ont laissé M. Charest de marbre. «Le premier ministre l'a fait aussi au débat français parce qu'il sait, objectivement, qu'au Québec, il connaît de vraies difficultés lorsque vient le temps de persuader les gens que le Canada représente le bon choix», a-t-il rétorqué.

Les conservateurs ont obtenu un total de 20 sièges, dont cinq au Québec. A un moment de la campagne, Jean Charest prédisait ouvertement faire élire plus de 40 députés au Québec. Mais à l'effet Chrétien, a-t-il remarqué, s'est ajouté l'impact des déclarations et de la publicité anti-québécoise du leader réformiste Preston Manning.

Malgré cela, il pense que les cinq députés québécois pourront relancer le parti dans leur province. Il est particulièrement ravi de l'élection d'André Harvey, dans la très souverainiste région du Saguenay, car le Canada anglais, soutient-il, pourra constater que les Québécois souhaitent des changements mais au sein de la fédération.

Il a refusé d'attribuer son succès mitigé au Québec au fait qu'il y a mis moins de temps qu'en Ontario et n'a pu, par conséquent, maintenir l'élan obtenu au lendemain des débats.

Dans l'ensemble, il regrette que son parti ait été victime, encore une fois, de la répartition trop éparse de ses appuis. Bien qu'il ait obtenu près de 19 % des voix, presque autant que le Reform et plus que le Bloc et le NDP, le PC est arrivé dernier dans la course aux circonscriptions.

«J'avoue d'emblée que ça ne s'est pas traduit en nombre de sièges, comme on l'aurait souhaité et même espéré un moment donné», a-t-il dit. «Soyons quand même réalistes et reconnaissons que nous sommes partis de très loin», a-t-il ajouté.

Chrétien n'entrevoit pas de contestation de son leadership

HUGUETTE YOUNG
PRESSE CANADIENNE

Sherbrooke — Satisfait de constater l'érosion des appuis au Bloc québécois, qu'il interprète comme une victoire pour les fédéralistes et un «recul important» pour les souverainistes, le premier ministre Jean Chrétien se sent solidement en selle pour gouverner même s'il n'a remporté qu'une mince majorité.

M. Chrétien ne pense pas que son leadership sera contesté.

«J'ai gagné une deuxième majorité et le Parti libéral est conscient qu'il s'agit là de toute une performance, a-t-il expliqué aux journalistes au cours d'un point de presse hier à son bureau de comté à Shawinigan. Je suis le leader et je vais diriger le gouvernement.»

Avec un Parlement divisé et dont le Parti réformiste



PRESSE CANADIENNE

Jean Charest montre les pouces en signe de victoire après avoir rencontré les journalistes, hier, à Sherbrooke.

té, satisfait d'avoir des députés dans six provinces.

Il se réjouit aussi de la tendance observée au cours de ce scrutin, soit la remontée des conservateurs et le recul des appuis réformistes en Ontario. Il y voit la confirmation que les Canadiens n'endossent pas le discours sectaire de Preston Manning et que le PC représente la vraie solution nationale de rechange au gouvernement libéral.

Il se promet de poursuivre la reconstruction de son parti. Moqueux, il a noté que les conservateurs avaient décuplé leur nombre de sièges, passant de 2 à 20, et qu'ils pourraient peut-être les multiplier d'autant la prochaine fois.

Il n'est pas question, pour y parvenir, de s'associer au Reform. Jean Charest ne veut même pas en entendre parler et il se promet de tuer dans l'œuf cette idée lors d'un discours qu'il doit prononcer jeudi à Toronto. «Durant cette campagne, M. Manning s'est écarté de certaines valeurs sur lesquelles je ne peux ni ne veux faire de compromis», a-t-il indiqué.

S'il pouvait retourner en arrière et refaire la campagne, il ferait certaines choses différemment mais il n'a pas voulu dire lesquelles.

Il a aussi évoqué les trois dernières années passées à rebâtir le parti, les sacrifices importants imposés à sa famille, les obstacles à surmonter pour un leader sans ressource et épaulé par un seul autre député.

Après avoir «frôlé l'abysse», son parti a réussi à démontrer, durant la campagne, qu'il avait fait ses devoirs, réuni une équipe et élaboré un plan crédible, croit Jean Charest. Il est soulagé d'avoir maintenant une équipe suffisante et un statut de parti officiel aux Communes. En plus des ressources humaines et financières que cela lui offre, il pourra intervenir aux Communes.

Son caucus doit se rencontrer le 16 juin afin d'amorcer la transition que pilote le sénateur Norm Atkins.

constituera l'opposition officielle, plusieurs observateurs estiment que le gouvernement libéral de M. Chrétien sera trop affaibli pour mener la prochaine bataille référendaire au Québec et qu'il ne pourra tenir le coup très longtemps.

Précisant qu'il avait un «mandat pour agir», M. Chrétien a répété hier qu'il allait se rendre au bout de son mandat.

De retour à Ottawa hier dans l'avion de campagne à bord duquel il a sillonné le pays d'un bout à l'autre pendant cinq semaines, le premier ministre a expliqué qu'il avait préparé trois discours, l'un en cas de gouvernement majoritaire, l'un en cas de gouvernement minoritaire et un autre au cas où aucune majorité ne se serait dégagée qui puisse mener à la création d'un gouvernement.

M. Chrétien se console à l'idée que les libéraux ont fait sept gains au Québec pour un total de 26 sièges, que le chef conservateur Jean Charest en a récolté cinq et que le taux d'appui au Bloc a diminué.

«Pour eux [les bloquistes], c'est un recul considérable et les partis fédéralistes ont eu un peu plus de 60 % des voix. Alors pour moi, c'est très important.»

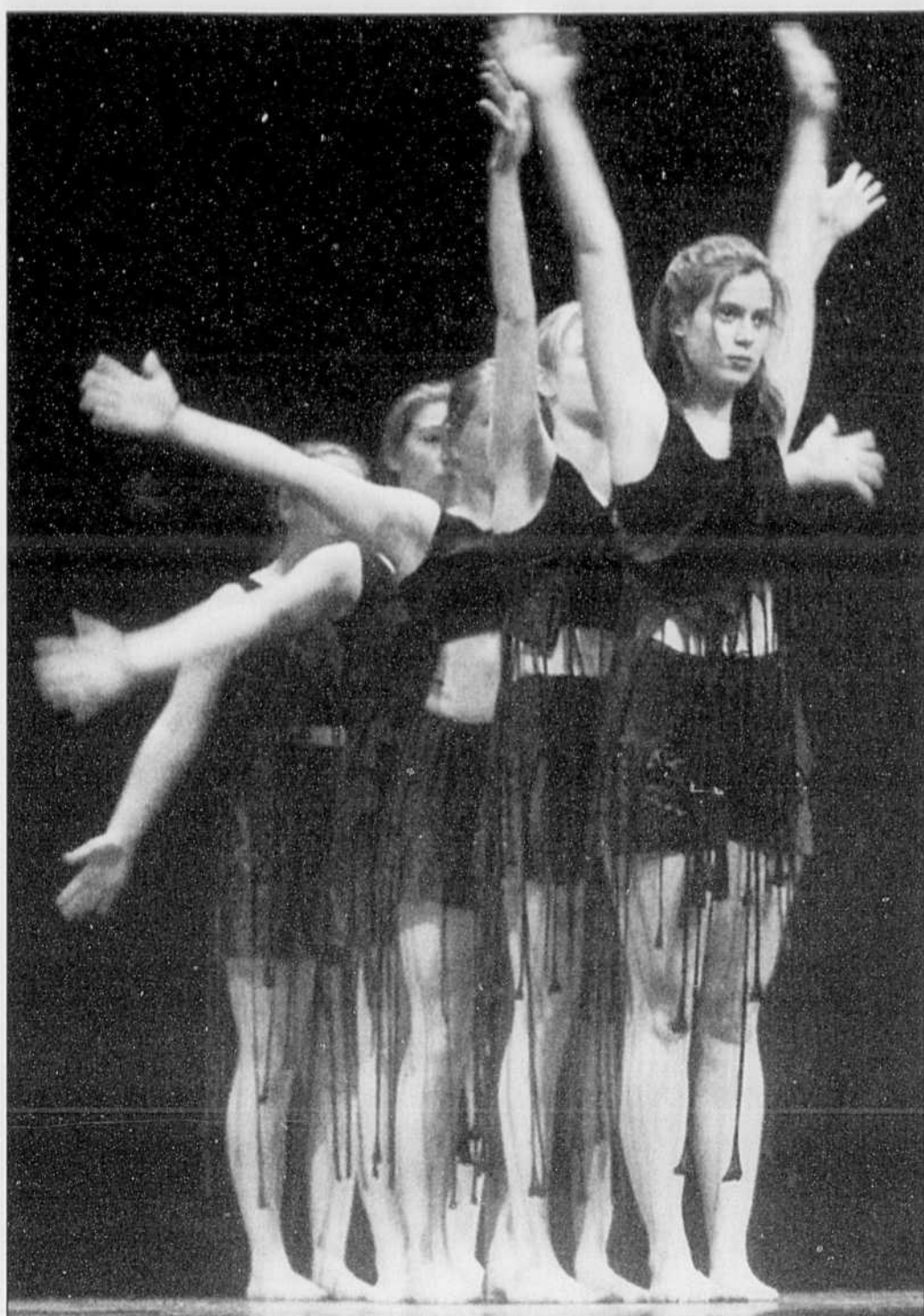
Mais dans son entourage, la déception était perceptible hier.

Plusieurs estiment que la campagne libérale a été mal ficelée dès le départ, qu'elle manquait de spontanéité et de passion et que le message principal, la lutte au déficit, n'était guère inspirant.

De plus, dans Saint-Maurice, le premier ministre a conservé son siège de peine et misère contre le bloquiste Yves Duhaime.

Selon le stratège libéral Serge Joyal, la possibilité d'une défaite du gouvernement libéral sur une mesure budgétaire reste mince, dit-il. Les députés libéraux seront «solidaires» du gouvernement, croit-il, car ils ne veulent pas «retourner en élection dans six mois».

• LES ACTUALITÉS •



Au Festival créations jeunes, organisé par Oxy-jeunes et qui se tenait hier au cégep Édouard-Montpetit, un groupe d'étudiantes présentaient leur numéro de danse, conçu durant l'année.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La tentation de créer

Oxy-jeunes présente un spectacle réalisé par des jeunes

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

On leur a donné une journée dans le tumulte de la fin de l'année scolaire pour s'exprimer librement sur scène. Ils en ont largement profité en présentant une série de spectacles de danse et de théâtre, dans le cadre de l'événement 5000 secondes de folie créative, organisé par le groupe Oxy-jeunes, qui s'occupe depuis 17 ans de développer, d'encourager et de promouvoir la créativité chez les jeunes.

«On s'est rencontrés dans un recoin de la cour d'école. C'était plein de graffitis, c'est nous qui les avons faits. C'est pour ça qu'on est si colorées», dit en substance l'une des filles dans le sketch présenté par les élèves de l'école secondaire Curé-Antoine-Labelle, intitulé *Le Vide, le Noir et le Nu*. Le sketch présente l'histoire d'un fils de médecin de campagne un peu gêné qui arrive chez trois colocataires urbaines aux allures bigarrées. À la fin du sketch, on entend la voix d'un propriétaire mécontent qui tonne: «Vous êtes malpropres, vous êtes mal élevés, vous ne payez pas votre loyer!»

L'événement regroupait des jeunes de 12 à 18 ans, de niveaux secondaire et collégial de tout le Québec, et même d'ailleurs au Canada.

Il se voulait une réflexion artistique de la réalité vécue par les jeunes. Le tout baignait dans une ambiance passant de l'angélisme au destroy, rappelant assez bien ce passage ardu entre l'enfance et l'âge adulte qu'est l'adolescence.

Dans la même foulée, Oxy-jeunes avait mené cette année une enquête sur les jeunes et les activités culturelles qu'ils pratiquent. Ils ont récolté entre autres les commentaires suivants, venant en vrac de la bouche des étudiants:

«Je veux essayer par ce moyen de me donner ce que la vie ne m'offre pas»; «Sans imagination, t'es rien qu'une tête morte» ou «Dès que je commence à créer, ça m'apaise. Ça

permet de sortir de la réalité trop dure. Si t'imagines pas, tu vois du noir». D'autres disent: «J'ai comme plus d'intérêt à ce que je vois»; «C'est la base de tout. Il n'y aurait pas grand-chose s'il n'y avait pas l'art. C'est ce qui forme la personne par l'ouverture qu'il implique»; «La musique aussi exige beaucoup de concentration, ça me sert partout, même en maths»; et enfin «Moi, c'est la danse, elle me vide de ce qui est impur en moi, elle me réenergise. Sinon, comment en parler pour libérer la joie qui est en toi?»

Hier matin, Oxy-jeunes avait également organisé un débat sur la créativité dans les milieux jeunesse, au café de l'Usine C, à Montréal.

Y participaient quatorze personnalités du monde de l'éducation, des communications et de la culture, dont certaines têtes plus connues comme celles du chanteur, auteur-compositeur et musicien Raoul Duguay ou de l'éditorialiste Richard Martineau.

Ce qui en ressortait, selon Raymond Dufault, professeur de théâtre retraité de Cowansville, qui assistait au débat, c'est que les jeunes des années 1990 créent peu en milieu scolaire parce qu'ils ont peu d'espace pour le faire. «Même les professeurs ont de la difficulté à sortir des structures imposées», dit-il. «Ils ont des difficultés à sortir des sentiers battus.» «Peut-être est-ce parce qu'aujourd'hui, les jeunes ont tout?», demande M. Dufault.

On est revenus, semble-t-il, sur l'éternelle comparaison avec les jeunes des années 70, plus révolutionnaires, plus rebelles que ceux d'aujourd'hui.

Dans un sondage mené auprès des adolescents par Oxy-jeunes et portant sur les arts, on découvre que c'est par besoin de réagir, d'exprimer ses sentiments, de partager ses goûts et ses réflexions que les jeunes sont tentés par la création. C'est aussi pour critiquer, protester, se défouler, pour la joie ou le plaisir qu'ils en ressentent. Dans la majorité des cas, c'est l'émotion vécue qui est l'élément déclencheur de l'expression artistique.

La Caserne rayonnante

Robert Lepage et Ex Machina inaugurent leur centre de production à Québec

RÉMY CHAREST
CORRESPONDANT À QUÉBEC

Pour ouvrir officiellement la Caserne Dalhousie, centre de production qu'il préparait depuis environ cinq ans, Robert Lepage et sa compagnie Ex Machina n'allaient pas se cantonner à la traditionnelle enfilade de discours et de petits fours qui sont habituellement le lot de telles occasions. L'inauguration de lundi soir dernier aura donc pris l'image d'un véritable événement multimédia (on y a entendu ou vu des lieder de Mahler, un site Internet, de la danse contemporaine, de l'animation 3D, du cinéma, etc.), à l'image du centre qu'elle visait à présenter au monde.

Construit au coût de 7,5 millions de dollars, la majeure partie provenant des trois paliers de gouvernement, le siège social et centre névralgique d'Ex Machina comprend en effet une salle qui peut aussi bien servir de salle de répétition que de lieu de diffusion, de studio de cinéma ou de télévision, ainsi que des studios de montage audio, vidéo ou cinéma, des ateliers dédiés aux nouvelles technologies de l'information, etc. Dès l'année prochaine, une annexe entièrement dédiée à la formation et à la production multimédia viendra d'ailleurs se greffer à l'édifice existant: établi en collaboration avec les concepteurs de la compagnie Cyclone et l'Institut d'informatique de Québec, ce nouveau «module» viendra ajouter tout un pan d'activités à celles, déjà nombreuses, de la compagnie. Cette multinationale des arts (les trois quarts de ses revenus provenaient de sources étrangères en 1995-96) se retrouve donc maître d'un lieu unique en son genre dans le monde occidental.

Les premières activités publiques de la Caserne illustrent bien la nature multiforme des lieux. Le 29 mai dernier, le centre accueillait le Sommet technologique de Québec, qui offrait à quelque 350 chercheurs, technologues et gens d'affaires du jeune secteur haute technologie de la capitale une vision artistique de leurs efforts scientifiques. Les 7, 8 et 9 juin, le théâtre de l'Australien

William Yang sera à l'honneur, offrant ainsi une diffusion plus habituelle de l'art théâtral. Au cours de l'événement de lundi soir, Ex Machina a également dévoilé ou confirmé une douzaine de projets qui occuperont ses concepteurs pendant les deux ou trois prochaines années en théâtre, musique, cinéma et télévision.

En théâtre, on compte la production de *La Tempête* de Shakespeare, présentée au Trident au printemps 1998; une mise en scène de *La Célestine* de Fernando de Rojas, en coproduction avec le Dramaten de Stockholm, pour août 1998, alors que la capitale suédoise sera la Capitale européenne de la culture; la création, toujours en 1998, de *La Mathématique des miracles*, collectif sur la vie et l'œuvre de l'architecte Frank Lloyd Wright; une reprise d'*Elseneur*, cette fois avec le comédien britannique Peter Darling, à Ottawa, New York, Dublin et Madrid à l'automne 1997, et une reprise des *Aiguilles* et *l'Opium* par un producteur italien, avec un comédien argentin, qui sera en tournée en Italie et en Espagne, également l'automne prochain. En cinéma et télévision, on verra d'abord l'adaptation des *Sept Branches de la rivière Ota* (en sept fois sept minutes plutôt que sept heures) par Francis Leclerc, dont la première aura lieu au Festival international du nouveau cinéma et des nouveaux médias; l'adaptation télé de *La Trilogie des dragons* pour 1998; l'élaboration d'une série historique intitulée *Le Pont de Québec*. Côté musique, Robert Lepage mettra en scène les *Kindertotenlieder* de Gustav Mahler, avec la soprano Rebecca Blankenship, à Londres, en mai 1998, ainsi que *La Damnation de Faust* de Berlioz, qui doit être présentée au Japon en septembre 1999, avec le chef d'orchestre Seiji Ozawa.

Ajoutons à cela la présentation, l'automne prochain, dans les murs de la Caserne, d'un «cabaret technologique» visant la réunion de la science et de l'art autour du thème des cinq sens, et l'on peut aisément voir à quel point la Caserne semble vouloir être un tremplin pour les activités toujours grandissantes de Robert Lepage et compagnie.

Centres d'hébergement pour adolescentes

Rochon garantit le maintien du nombre de places d'ici 1998

PIERRE APRIL
PRESSE CANADIENNE

Québec — Tant et aussi longtemps que les ressources alternatives ne seront pas mises en place, il ne sera pas question de réduire le nombre de places disponibles dans les centres d'hébergement pour adolescentes enceintes et en difficulté.

Le ministre de la Santé et des Services sociaux Jean Rochon a confirmé en Chambre, hier, un moratoire sur les fermetures de places dans ces centres au moins jusqu'en 1998. «Dans l'immédiat, le centre jeunesse maintient tout son potentiel d'hébergement pour s'assurer que les ressources vont être là et que les jeunes femmes qui doivent être hébergées le seront», a-t-il dit.

«On va refaire le point en 1998, et s'il devait y avoir une diminution de places, comme on prévoit que cela pourrait arriver, les services [alternatifs] auront d'abord remplacé, à la satisfaction de tous, ces places d'hébergement», a-t-il ajouté.

Dans une réponse différée à une question posée vendredi par la députée de Saint-Henri-Sainte-Anne, Nicole Loiselle, le ministre a précisé qu'il est effectivement fort probable que son ministère en vienne à réduire le nombre

de places dans ces centres d'hébergement. Cependant, puisque cette décision de rationaliser dans ce secteur spécifique semble incontournable, le ministre a indiqué qu'il n'est pas question de prendre des décisions hâtives qui iraient à l'encontre des orientations défendues par la ministre de la Condition féminine, Louise Harel, dans son document intitulé *Programme d'action 1997-2000 pour toutes les Québécoises*. Ce document consacre un long chapitre aux adolescentes en difficulté, proposant notamment une série de mesures alternatives pour leur venir en aide. M. Rochon a parlé de mettre en place des services mieux intégrés et de rendre disponibles pas moins de 90 professionnels, «dont 20 qui vont travailler spécialement avec et pour les jeunes filles et mères en difficulté».

Alors que le chef de l'opposition libérale Daniel Johnson est revenu à la charge, hier, pour signaler au ministre que la fermeture de places dans des centres d'hébergement pour jeunes filles n'est vraiment pas la solution, M. Rochon a répliqué en affirmant que l'une des alternatives aux places d'hébergement prévues dans la réforme fait d'ailleurs appel à la prévention.

«L'objectif est la prévention, a-t-il dit. Si elle réussit, on aura, à terme, besoin de moins de places.»

Protection de la langue française

Un pas de plus vers la loi 40

PRESSE CANADIENNE

Québec — Le projet du gouvernement de créer une Commission de protection de la langue française a franchi une autre étape, hier.

L'Assemblée nationale a adopté par 64 voix contre 37 le rapport de la commission parlementaire qui a étudié le

projet de loi 40 créant cette commission. Le député indépendant de Montmorency, Jean Filion, s'est joint à la majorité ministérielle lors de la mise aux voix du rapport mais les députés Mario Dumont, chef de l'Action démocratique, et l'ex-ministre péquiste Richard Le Hir, député d'Iberville, ont joint leur voix à l'opposition libérale qui a voté contre le rapport.

Développement régional

Chevrette défend sa politique

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

Québec — Le gouvernement québécois a créé 91 400 nouveaux emplois depuis juillet 1996, ce qui a permis le développement économique accéléré des régions, a soutenu hier à l'Assemblée nationale Guy Chevrette, ministre responsable du Développement régional.

Au contraire, le taux de chômage a augmenté dans neuf des 16 régions du Québec, et à plusieurs endroits, le nombre d'emplois perdus a dépassé le nombre d'em-

ploiés créés, a répliqué le porte-parole de l'opposition dans le dossier, Yvon Vallières, député de Richmond.

Les deux points de vue ont paru irréconciliables lors de ce long débat soulevé à l'Assemblée nationale sur le développement régional.

Le ministre Guy Chevrette a soutenu que par sa nouvelle politique, le gouvernement avait simplifié le processus d'aide aux entreprises intéressées à se développer en régions. «Il n'y a plus qu'un seul guichet multiservices où des entreprises peuvent trouver l'ensemble des services. C'est le Centre local de développement [CLD] au niveau du territoire des MRC», a dit M. Chevrette.

On vise juste quelle que soit la cible

	Léger & Léger (26-28 mai)	Résultats Élections 97
BQ	36 %	38 %
PLC	35 %	36 %
PC	26 %	22 %
AUT.	3 %	4 %

Encore une fois Léger & Léger a présenté les résultats de sondage les plus précis.

Léger & Léger, c'est 210 employés qui travaillent avec passion et rigueur pour vous offrir l'excellence.

RECHERCHE ET STRATÉGIE MARKETING

Étude de segmentation • La Sémiométrie Efficacité publicitaire • L'Effipub

Test de concept • Le Build-Up Étude de satisfaction • Le Must

Positionnement de la marque • Position Optimizer



Françoise Léger
1^{re} vice-présidente exécutive
André Steenhaut
1^{er} vice-président exécutif et Affaires internationales
Jean-Marc Léger
Président-directeur général



Denis Fagnan
Vice-président Recherche Marketing



Francine Simard
Vice-présidente Recherche Marketing



Michel Lemieux
Vice-président Recherche Marketing et Directeur bureau de Québec



Diane Laurence
Vice-présidente Recherche Marketing



Èlène Léger
Directrice Gestion financière

LÉGER LÉGER
RECHERCHE ET STRATÉGIE MARKETING

LE DEVOIR

ÉLECTIONS 1997

LES CHOIX DU PEUPLE

BAS-SAINT-LAURENT- GASPESIE-CÔTE-NORD

Bonaventure-Gaspé-Îles-de-la-Madeleine-Pabok (Lib 1)	
xYvan Bernier BQ	15 982
xPatrick Gagnon Lib	15 808
Yves Quinton PC	6 302
Dennis Drainville NPD	651

Charlevoix (BQ 16 457)

xGérard Asselin BQ	19 814
Ghislain Maltais Lib	9 883
Nicole Massicotte PC	6 430
François Dumoutier NPD	457

Kamouraska-Rivière-du-Loup- Témiscouata-Les-Basques (BQ 10 459)

xPaul Crête BQ	16 575
France Dionne Lib	14 175
André Plourde PC	11 661
Armand Pouliot LN	483
Elaine Côté NPD	429

Manicouagan (BQ 8 847)

Ghislain Fournier BQ	12 208
André Maltais Lib	10 675
Michel Allard PC	2 009
Pierre Ducasse NPD	1 041

Matapédia-Matane (BQ 7 921)

xRené Canuel BQ	15 691
Robert Boulay Lib	10 558
Darryl Gray PC	7 981
Anny-Jos Paquin NPD	432
Miville Couture LN	380

Rimouski-Mitis (BQ 13 541)

xSuzanne Tremblay BQ	17 282
Réal Marmen Lib	11 112
Jean Roy PC	7 901
Elizabeth Clark NPD	479

SAGUENAY- LAC-SAINT-JEAN

Chicoutimi (BQ 18 385)	
André Harvey PC	18 649
xGilbert Fillion BQ	18 284
Eric Delisle Lib	4 956
Anne-Marie Buck NPD	859

Jonquière (BQ 18 484)

J. Bujold Girard BQ	16 416
Daniel Giguère PC	11 824
Martial Guay Lib	4 870
Carmel Bélanger NPD	351
Normand Dufour LN	350

Lac-Saint-Jean (BQ 14 931)

xStéphan Tremblay BQ	21 406
Clément Lajoie Lib	7 123
Sabin Simard PC	4 836
Jean-François Morval NPD	401

Roberval (BQ 13 246)

xMichel Gauthier BQ	16 207
Jean-Pierre Boivin Lib	8 483
France Tangway PC	6 305
Alain Giguère NPD	419

RÉGION DE QUÉBEC

Beauce (Ind 2 142)

Claude Drouin Lib	21 955
Lucie Dion BQ	12 013
Lise Bernier PC	9 351
Lili Weemen Ind	838
Joel Pinon NPD	737

Beauport-Montmorency- Orléans (BQ 18 984)

xMichel Guimond BQ	22 307
Simone Gosselin Lib	13 991
Michel Clèche PC	12 823
Yves Baribeau Ref	1 273
Jessica Greenberg NPD	891
Jean Bédard M-L	443

Bellechasse-Etchemins- Montmagny-L'Islet (BQ 1 150)

Gilbert Normand Lib	14 025
xFrançois Langlois BQ	13 945
Denis Roy PC	12 735
Gaétan Pouliot Ref	665
Branda Michaud NPD	587

Lévis (BQ 26 203)

xAntoine Dubé BQ	27 794
Jocelyne Gosselin Lib	17 214
Thérèse Boucher PC	14 589
France Michaud NPD	1 877

Lotbinière (BQ 12 068)

Odina Desrochers BQ	13 069
Pierre Savoie Lib	10 062

Gaston Beaudet PC	9 691
xJean Landry Ind	1 988
Dominique Vaillancourt NPD	445

Portneuf (BQ 13 683)

xPierre De Savoye BQ	18 615
Raynald Samson Lib	12 577
Raymond Mc Bain PC	10 487
Majella Desmeules NPD	1 109

VILLE DE QUÉBEC

Charlesbourg (BQ 23 385)

Richard Marceau BQ	21 541
Jacques Portelance Lib	17 603
Dany Renaud PC	13 841
François Ruel Ref	1 140
Jocelyn Tremblay NPD	962
Michel Audy LN	704
Claude Moreau M-L	282

Louis-Hébert (BQ 18 206)

Hélène Alarie BQ	23 653
Hélène C. Scherrer Lib	19 955
Christian Lessard PC	12 872
Karl Adomeit NPD	1 155
Gilles St-Laurent Ref	1 025
Réal Croteau LN	667

Québec (BQ 13 833)

xChristiane Gagnon BQ	24 838
C. Tessier-Couture Lib	18 121
Marc Jalbert PC	10 324
Jean-Marie Fiset NPD	2 547

Québec-Est (BQ 20 443)

xJean-Paul Marchand BQ	23 245
Rémy Poulin Lib	18 539
Marquis Gagnon PC	14 533
Suzanne Bhéer Ref	1 483
Cécile Rainville NPD	1 240

LAURENTIDES- LANAUDIÈRE

Joliette (BQ 30 953)

xRené Laurin BQ	22 561
Anie Perrault PC	17 389
D. Cloutier Bergeron Lib	7 530
Gilles Roy LN	594
Jacques Trudeau NPD	502

Laurentides (BQ 23 171)

xMonique Guay BQ	28 632
Paul-André Forget Lib	19 013
Jacques Vien PC	13 992
David Rovins NPD	838

Repentigny (BQ 42 928)

xBenoît Sauvageau BQ	33 285
R. Tranchemontagne Lib	12 514
Michel Carignan PC	12 424
Normand Caplette NPD	923

Saint-Eustache- Sainte-Thérèse (BQ 1)

Gilles Perron BQ	25 610
Yolaine Savignac Lib	16 100
Jean Blanchard PC	12 555
Valérie Kinslow NPD	1 165

Terrebonne-Blainville (BQ 29 484)

xPaul Mercier BQ	26 739
Marcel Therrien Lib	13 526
Dominic Dupuis PC	11 167
Colette Bouchard NPD	1 030

OUTAOUAIS

Argenteuil-Papineau (BQ 9 126)

xMaurice Dumas BQ	21 202
Stéphane Hébert Lib	17 648
André Robert PC	11 171
Didier Charles NPD	837
Marie-Thérèse Nault LN	509
Laurent Filion PHC	505

Gatineau (Lib 14 271)

xMark Assad Lib	25 332
Richard Côté PC	15 746
Christian Picard BQ	11 365
Michelle Bonner NPD	982
Jean-Claude Pomet LN	443
Claude Grant PHC	440
Françoise Roy M-L	150

Hull-Aylmer (Lib 13 695)

xMarcel Massé Lib	24 001
Ginette Tétrault BQ	9 161
Stéphane Rondeau PC	7 881
Peter Piening NPD	1 279
Camille Fortin Ref	896
Gail Walker PV	554
Ron Gray PHC	259
Robert Mayer LN	252
Pierre Soublière M-L	201

Voici les résultats finaux du vote aux élections fédérales du 2 juin 1997 tels que compilés par la Presse canadienne. Ces résultats complètent et corrigent ceux présentés dans la dernière édition du *Devoir* d'hier.

Le redécoupage de la carte électorale a modifié les limites de 264 des circonscriptions existantes et en a ajouté six, pour un nouveau total de 301 circonscriptions.

Voici les résultats finaux des élections fédérales du 2 juin 1997.

	Lib	Ref	Bloc	NPD	PC	autres
nombre de députés	155	60	44	21	20	1
pourcentage des votes	38,4 %	19,3 %	10,7 %	11,0 %	18,9 %	—

Nombre total de circonscriptions: 301

Nombre d'électeurs inscrits: 19 160 896

Nombre de bulletins de vote acceptés: 12 670 691

Pontiac-Gatineau-Labelle (Lib 2 826)

xRobert Bertrand Lib	22 848
Robert Coulombe BQ	15 929
Pierre Miller PC	9 201
Brenda Lee NPD	1 119
Marc Lacroix LN	485
Thomas Sabourin PHC	275

NORD-OUEST

Abitibi (BQ 4 525) 199/202

Guy St-Julien Lib	16 483
Jeannot Couture BQ	14 075
Armand Caouette PC	6 447
Claudette Paquin NPD	857

Témiscamingue (BQ 13 292)

xPierre Brien BQ	18 523
Nora Bélanger-Téed Lib	12 616
Denis Pilon PC	7 854
Anik-Maude Morin NPD	699

LAVAL

Laval-Centre (BQ 12 431)

xM. Dalphond-Guiral BQ	22 670
Sylvie Matteau Lib	20 032
Alain Dubois PC	12 993
Jean-Yves Dion NPD	1 456

Laval-Est (BQ 15 221)

xMaud Debien BQ	23 235
Nathalie Paradis Lib	19 251
Vincent Della Noce PC	16 959
Peter Graefe NPD	765

Laval-Ouest (Lib 1 989)

Raymonde Folco Lib	28 802
Sylvain Gauthier BQ	18 389
Yves Désormeaux PC	11 414
Karina Zeidler NPD	1 180

EST DE MONTRÉAL

Ahuntsic (Lib 1)

xEleni Bakopanos Lib	28 926
Pauline Charest BQ	18 622
Nicole Roy-Arcelin PC	9 505
Stephen Moran NPD	1 044
Carmel Bernard LN	584

Anjou-Rivières-des-Prairies (BQ 532)

Yvon Charbonneau Lib	24 176
xRoger Pomerleau BQ	16 542

Jean Corbeil PC	9 344
Elizabeth Lemay Amabili NPD751	
Yves Le Seigle M-L	238

Bourassa (BQ 53)

Denis Coderre Lib	24 140
xOsvaldo Nuñez BQ	15 221
Eric Wildhaber PC	5 997
Dominique Baillard NPD	1 023

Hochelaga-Maisonneuve (BQ 15 495)

xRéal Ménard BQ	21 592
Denise Malo Lib	16 348
Charles Boudreault PC	7 514
Milan Mirich NPD	906
Richard Lauzon LN	574
Christine Dandaneault M-L	444

Laurier-Sainte-Marie (BQ 15 120) 205/206

xGilles Duceppe BQ	26 408
David Ly Lib	11 117
Yanick Deschênes PC	5 768
François Degardin NPD	2 160
F.Rhino Gourd Ind	1 255
Dylan Perceval-Maxwell PV	1 160
Serge Lachapelle M-L	336
Mathieu Ravignat Ind	123

Mercier (BQ 22 866)

xFrancine Lalonde BQ	24 334
René Bourgeois Lib	14 013
Eric Champagne PC	8 539
Cathy Milner NPD	771
Hélène Héroux M-L	488

Papineau-Saint-Denis (Lib 8 787)

xPierre Pettigrew Lib	26 320
Mario Beaulieu BQ	14 048
Yannis Felemegos PC	6 230
Gaby Kombé NPD	1 232
Peter Macrisopoulos M-L	482
Michel Dugré Ind	469

Rosemont (BQ 16 588) 171/219

Bernard Bigras BQ	18 041
Françoise Guidi Lib	12 073
Marc Bissonnette PC	5 877
Fidel Fuentes NPD	1 309
Vicky Mercier Ind	378
Claude Brunelle M-L	367

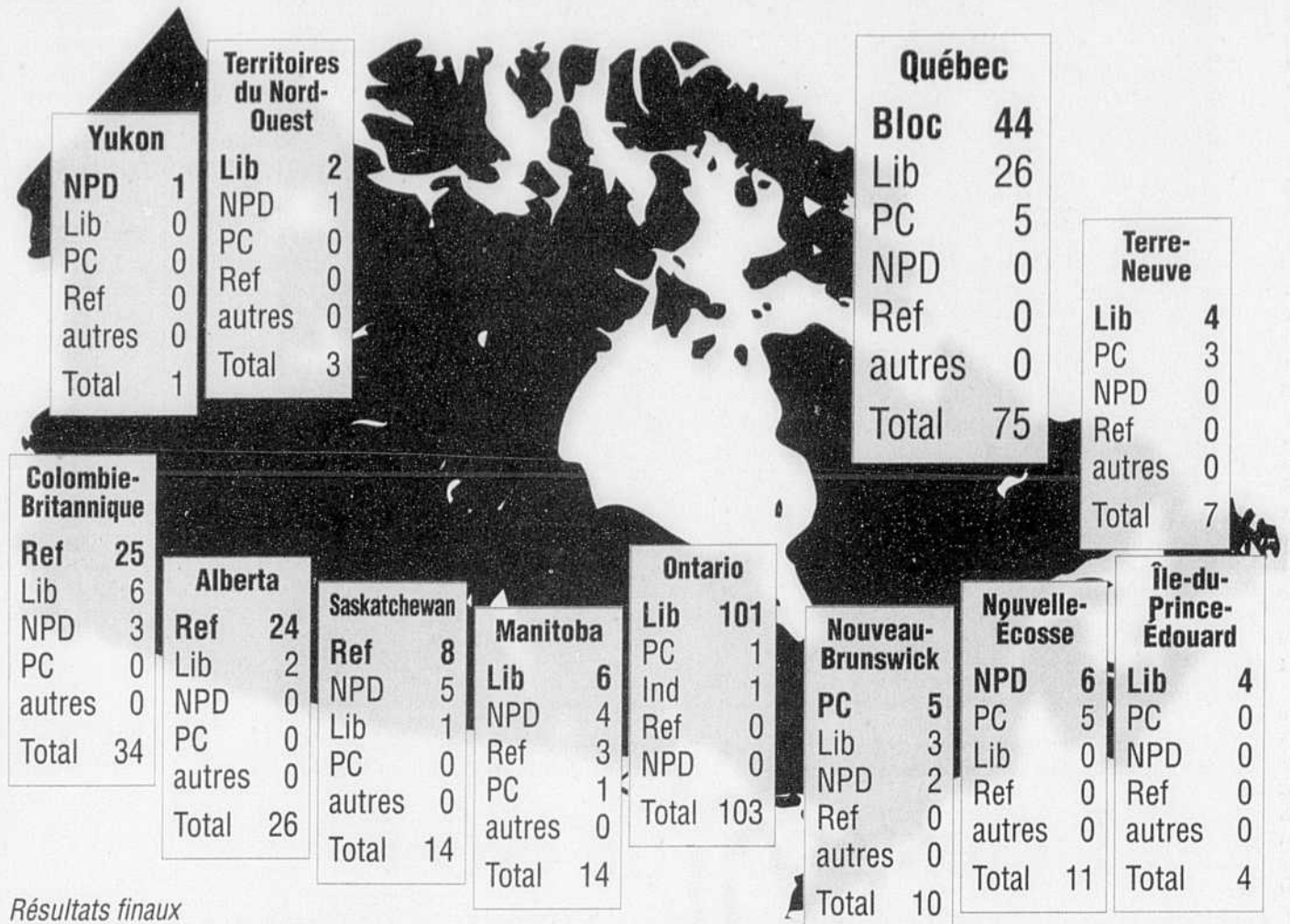
Saint-Léonard-Saint-Michel (Lib 15 920)

xAlfonso Gagliano Lib	36 022
Umberto Di Genova BQ	8 464
Ronald Gosselin PC	5 953
Pierre Allard NPD	1 202

Saint-Laurent-Cartierville (Lib 17 336)

xStéphane Dion Lib	34 510
Jean-Martin Masse PC	6 805
Yves Beauregard BQ	6 275
Jeff Itcush NPD	940
Hagop Karlozian Ref	688

LE CHOIX DES CANADIENS



LE MONDE

À la tête du parti travailliste israélien

Ehud Barak succède à Shimon Peres

AGENCE FRANCE-PRESSE

Tel Aviv — L'ancien chef d'état-major israélien Ehud Barak a été élu hier à la tête de l'opposition travailliste, à une très forte majorité, rapporte la télévision publique israélienne. M. Barak a obtenu 57 % des voix, et devance suffisamment ses trois concurrents, ce qui ne nécessite pas un deuxième tour pour le scrutin, selon des projections de la télévision.

Plus de 100 000 des 167 000 membres du parti travailliste ont participé aux élections primaires de leur parti pour désigner un successeur à Shimon Peres, 73 ans, le dernier représentant des fondateurs de l'Etat en 1948.

Ehud Barak, 55 ans, se présente comme le fils spirituel du premier ministre Yitzhak Rabin, assassiné par un extrémiste de droite juif en novembre 1995. Il a reçu l'appui chaleureux de la veuve de Rabin, Léa. Il a réussi à convaincre les Travaillistes qu'il était leur seule chance de battre l'actuel premier ministre de droite Benjamin Nétanyahou aux prochaines élections générales prévues en l'an 2000.

Son principal rival Yossi Beilin, 49 ans, ancien ministre «colombe» chargé du processus de paix, a obtenu 28 % des suffrages, selon les estimations de la télévision. Le député Shlomo Ben Ami, 53 ans, professeur d'histoire, ancien ambassadeur à Madrid et espoir des juifs sépharades, d'origine orientale, a obtenu 11 %. Le quatrième candidat, M. Ephraïm Sneh, 53 ans, ex-ministre de la Santé, n'a obtenu que 4 % des suffrages.

Positionné à droite dans le parti travailliste, M. Barak joue de son prestige de militaire, comme en son temps l'avait fait Rabin dont il a repris la rhétorique sécuritaire.

M. Barak a fait surface sur la scène politique il y a à peine deux ans, après 35 ans sous l'uniforme. Il a maintenu un certain flou sur son programme, notamment en soutenant du bout des lèvres la plate-forme idéologique du parti travailliste approuvant avec quelques réserves la création d'un Etat palestinien indépendant. Très critique au départ envers les accords d'Oslo avec les Palestiniens, il s'était abstenu en septembre 1995 lors du vote du cabinet de Rabin sur l'extension de l'autonomie palestinienne.

Dans sa courte carrière politique, il a eu très peu de contacts avec la direction palestinienne et s'est abstenu de rencontrer le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat au cours des derniers mois, contrairement à ses rivaux.

M. Barak a d'emblée annoncé qu'en cas de victoire, il oeuvrerait «à l'unité et au nouveau visage de son parti».

En écartant M. Peres de la direction travailliste, la classe montante du parti travailliste s'est donnée les coudées franches pour rivaliser avec le Likoud (droite). Celui-ci avait fait peu de bruit en portant M. Nétanyahou à sa tête en 1993, un an après la défaite électorale d'un de ses chefs historiques Yitzhak Shamir.

Révélation sur la Guerre des six jours

Les généraux menaient le bal

MARIUS SCHATTNER
AGENCE FRANCE-PRESSE

Jérusalem — De nouvelles révélations, 30 ans après la guerre de juin 1967, montrent que les généraux israéliens ont exercé des pressions considérables sur le gouvernement pour le pousser à engager la bataille.

Le rôle des militaires ne s'est pas borné au déclenchement de la guerre. Selon des documents qui viennent d'être publiés, des décisions de la plus haute importance concernant les objectifs à atteindre et les futures lignes de cessez-le-feu ont été prises par des généraux sur le terrain, sans tenir compte des directives politiques.

L'armée a atteint les rives du canal de Suez contre l'avis du ministre de la Défense de l'époque, Moshe Dayan, qui craignait dans ce cas une intervention de l'URSS aux côtés de l'Egypte. La bande de Gaza a été occupée alors que des ordres explicites contraignaient à être donnés.

Le plateau du Golan a été conquis sur la Syrie sous la pression d'un lobby politico-militaire, alors que le même Dayan s'y était longtemps opposé. «La direction politique n'a pu exercer qu'un contrôle limité sur l'appareil militaire», constate l'historien militaire Ami Gluska, de l'université hébraïque de Jérusalem. «Un fossé séparait les responsables gouvernementaux des militaires, en moyenne vingt ans plus jeunes et qui brûlaient d'en découdre», souligne-t-il.

La guerre a été décidée lors d'une dramatique rencontre nocturne, le 2 juin 1967, entre l'Etat-major et le gouvernement travailliste de Lévy Eshkol, après l'échec de tractations diplomatiques.

Depuis près de deux semaines, l'armée israélienne était mobilisée à la suite du déploiement massif des troupes égyptiennes dans le Sinaï et du blocus par le président égyptien Gamal Abdel Nasser du détroit de Tiran, qui débouche sur le Golfe d'Aqaba, acte considéré par Israël comme un casus belli car il coupait son accès à la mer Rouge.

Au cours de la rencontre, les généraux dressent un tableau alarmiste. Ils affirment qu'Israël ne peut rester indéfiniment sur le pied de guerre et que le risque d'une attaque arabe augmente d'heure en heure avec l'alliance de la Jordanie avec l'Egypte.

Des généraux accusent même le gouvernement d'être faible et de douter des capacités de son armée. «Il n'y a pas eu à proprement parler de révolte des généraux» mais nous avons convaincu le Premier ministre qu'il fallait porter le premier coup car sinon, nous subirions des pertes considérables», explique à l'AFP le général de réserve Yeshayahu Gavish, à l'époque chef du front sud.

La décision d'attaquer la Syrie n'a été prise que dans la nuit du 8 au 9 juin, vers la fin de la guerre des Six jours, déclenchée le 5 juin. Auparavant, le ministre de la Défense avait accusé d'autres ministres et des généraux de visées expansionnistes sur la Syrie.

«Vous voulez repousser la frontière avec la Syrie pour protéger nos villages [bombardés par l'armée syrienne] mais ce genre d'arguments nous poussera à de nouvelles conquêtes. Je ne crois pas que le monde arabe l'acceptera et je ne pense pas que cela justifie une opération», a déclaré le général Dayan, selon un protocole gouvernemental publié cette semaine en Israël.

«Moshe Dayan, hostile à la conquête du Golan, a finalement donné son feu vert quand il a appris que l'Egypte réclamait un cessez-le-feu et que la guerre allait s'arrêter dans les prochaines heures», précise le chercheur Maï Maisel, de l'université de Tel Aviv. Selon lui, ce sont les généraux sur le terrain qui ont décidé de conquérir tout le Golan. Neuf ans plus tard, le général borgne regrettait son choix.

Un cessez-le-feu intervient en Sierra Leone

L'offensive militaire nigériane a échoué

Le calme était revenu hier dans la capitale, Freetown, bombardée la veille dès l'aube par des navires nigériens croisant au large. En marge de leur sommet de Harare, au Zimbabwe, les responsables africains, qui avaient dénoncé le coup d'Etat, devaient se rencontrer hier pour discuter d'éventuelles sanctions contre les putschistes.

REUTER

Freetown — Après l'échec de l'offensive militaire lancée contre les soldats putschistes sierra-léonais et leurs alliés rebelles, les forces armées nigériennes ont conclu lundi un cessez-le-feu avec les auteurs du coup d'Etat du 25 mai à Freetown. La trêve, conclue grâce aux efforts du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), permettra d'évacuer les quelque 600 civils pris au piège, lundi, des combats qui faisaient rage autour de l'hôtel Mammy Yoko.

Trois cents soldats nigériens, dont 13 officiers, se seraient constitués prisonniers hier auprès des autorités putschistes sierra-léonaises, ont annoncé ces dernières dans un communiqué. Cette information, qui ne pouvait être confirmée dans l'immédiat, a été accueillie hier avec scepticisme par les habitants de Freetown.

Le calme était revenu hier dans la capitale, bombardée la veille dès l'aube par des navires nigériens croisant en baie de Freetown. L'armée nigériane, agissant au nom de la force ouest-africaine d'interposition (Ecomog), souhaitait venir en aide à une cinquantaine de ses soldats qui défendaient un hôtel où s'étaient réfugiés de nombreux civils.

Mais le manque de munitions et les défaillances du système de communication des troupes nigériennes ont permis aux rebelles, il est vrai très supérieurs en nombre, de s'emparer du bâtiment que venait d'évacuer les civils. Ceux-ci devaient quitter le pays hier sur le USS Kearsarge, un bâtiment de l'US Navy.

D'après le général Victor Malu, commandant de l'Ecomog, le Nigeria va dépêcher sur place des bombardiers et des renforts de troupes. «Nous avons conclu hier un cessez-le-feu. Nous espérons que [les soldats et les rebelles] le respecte-

ront, dans le cas contraire nous nous préparons à poursuivre notre offensive», a-t-il ajouté.

A Abuja, les autorités nigériennes n'ont fait aucun commentaire sur ces événements. Seul Tom Ikini, le ministre des Affaires étrangères, a annoncé vendredi lors d'un sommet de l'OUA à Harare que son pays consultait les autres acteurs régionaux de la crise pour déterminer un plan d'action.

En marge du sommet de Harare, les responsables africains, qui avaient dès vendredi vigoureusement dénoncé le coup d'Etat à Freetown, devaient se rencontrer en privé hier pour discuter d'éventuelles mesures à appliquer aux auteurs du putsch.

L'hôpital principal de Freetown, on faisait état hier d'une soixantaine de morts, tombés au cours des affrontements de la veille, et de 11 blessés, la plupart par des éclats d'obus. De leur côté, les putschistes avançaient les chiffres de 80 morts et de plus de 100 blessés.

Le Nigeria et la Guinée, déjà présents en Sierra Leone au sein de l'Ecomog, ont renforcé leurs contingents sur place après l'annonce du coup d'Etat. Quelque 3000 de leurs soldats seraient aujourd'hui déployés dans le pays. Le Ghana a annoncé qu'il allait également envoyer des troupes, mais dans le seul but d'évacuer ses ressortissants.

Leçons de démocratie

À Lagos, les commentateurs politiques, qui dans leur ensemble approuvaient hier l'offensive menée contre les putschistes sierra-léonais, exprimaient en même temps leurs doutes à l'égard d'un régime militaire nigérian fort mal placé pour donner des leçons de démocratie à ses voisins.

Si le quotidien indépendant Vanguard appelle ainsi à «Une» les autorités à intensifier leurs efforts pour «mettre les gredins dehors», Akin Ogunremi, dans le même journal, estime que «cette action aurait été glorieuse si elle était venue de pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou l'Afrique du Sud, où règne une réelle démocratie».

«[Les putschistes] ont mené un coup d'Etat avec succès, ils sont arrivés au pouvoir comme nos propres dirigeants», souligne le pasteur Taiwo Dopei. «Alors que le gouvernement militaire nigérian veut se poser, à l'étranger, en champion de la démocratie, il ne devrait pas se dispenser de faire de même à l'intérieur des frontières», renchérit le Vanguard.

GUATEMALA

Le journalisme à haut risque

CLÉMENT TRUDEL
LE DEVOIR

Le Guatemala est l'un des pays où l'exercice de la profession de journaliste est un métier qui se révèle à «haut risque». De 1970 à 1994, cinquante-deux journalistes y furent assassinés et 25 autres, portés disparus. Le 27 novembre 1996, le Congrès guatémaltèque abrogeait une loi qui avait contribué depuis son adoption, en 1966, à provoquer des attentats contre les publications dites «pro-communistes» dont maints collaborateurs durent choisir l'exil plutôt que de s'exposer aux menaces, au chantage ou aux tentatives d'assassinat.

Peut-on affirmer que la liberté de presse existe dans ce pays, plus de cinq mois après la signature des accords de paix qui mirent fin à 36 ans de guerre civile et au moment où l'actuel président, Alvaro Arzu, parle de dialogue et de réconciliation?

Iléana Alamilla est directrice d'une agence de presse alternative (CERIGUA) fondée en 1983 au Mexique pour présenter «l'autre côté de la médaille» sur la réalité de ce pays «qui a une longue tradition de silence ou d'autocensure». C'était au plus fort d'une répression qui avait forcé 45 000 paysans à se réfugier au Mexique et 100 000 autres à quitter les montagnes; au moins 400 villages ont été rasés. Elle et son équipe prirent il y a quatre ans une «décision pas facile, mais une bonne décision»: s'implanter à Guatemala au moment où apparaissait une embellie dans le cli politique de ce pays.

Rien n'est changé en profondeur, selon Mme Alamilla qui était ces jours-ci de passage au Devoir — elle prononce demain soir, au centre Strathearn, une causerie sur *Liberté d'expression et accords de paix*. CERIGUA et d'autres organismes non gouvernementaux organisent dans quelques semaines un palais de justice parallèle; il s'agit de mener à terme l'enquête inachevée sur l'assassinat (3 juillet

1993) du directeur d'un journal influent, Jorge Carpio Nicolle, cousin de l'ex-président de León Carpio. Les forces de l'ordre n'avaient désigné qu'un «susppect»: un militant de la CUC (Commission pour l'unité paysanne) que l'on voulait discréditer, mais jamais l'on a creusé les mobiles véritables de ce crime que veulent élucider la députée indigène Rosalina Tuyuc, le Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchu et d'autres personnalités qui comptent sur la présence d'observateurs étrangers.

Iléana Alamilla se prend à rêver aux conditions qui pourraient mener à la «construction d'une nouvelle nation», d'un pays où, conformément à la

L'insécurité est due aux séquelles d'un régime de terreur

«mystique» qui a présidé à la survivance de son agence depuis 14 ans, la communication ne serait plus à sens unique, reflétant la diversité — il y a 22 langues mayas parlées au Guatemala, en plus de l'espagnol — et exposant les préoccupations de populations qui apprennent à rompre le silence, à revendiquer les terres dont elles ont été spoliées.

L'un des principaux problèmes au Guatemala, avoue cette avocate-notaire devenue journaliste par nécessité, est l'insécurité due aux séquelles d'un régime

de terreur où policiers et militaires étaient vus comme des agresseurs, des complices des malfrats. D'où les tristes statistiques qui font état d'un lynchage aux quatre jours (!), la population «ne faisant pas confiance au système judiciaire» et se révoltant contre la corruption ambiante.

On cite un cas de prisonnier s'évadant vêtu en policier; quand la chose se sut, la foule s'en prit alors aux gardiens vénaux, et détruisit la prison en molestant ces matons.

Mme Alamilla continue à croire à un journalisme non axé sur l'appât du gain. Son agence tente avec d'autres de relever le «défi de la démocratie» en suscitant des analyses et des débats dans un pays où, déplore-t-elle, le président Arzu va répétant qu'il n'a pas à s'arrêter devant les micros des journalistes pour répondre à leurs questions!

La loi et l'ordre selon le shérif Arpaio

Les Dalton n'ont qu'à bien se tenir

JEAN-LOUP SENSE
AGENCE FRANCE-PRESSE

Phoenix — Sous un soleil de plomb, des détenus en uniformes rayés noirs et blancs (et slips roses) déambulent dans une prison de tentes sous la surveillance de bergers allemands équipés de caméras électroniques: tous sont là grâce à Joe Arpaio, qui se veut le «shérif le plus dur de l'Amérique».

La politique de Joe Arpaio, 65 ans, Sheriff du comté de Maricopa depuis 1992, est claire: «Les prisons, dit-il, ne sont pas des country-clubs. Je crois dans un système carcéral dur».

Il a supprimé café, tabac, revues érotiques, violence à la télévision et repas chauds. En revanche, il a rétabli les «chain gangs», les chaînes de forçats, tant pour les hommes que pour les femmes. «Je suis pour l'égalité dans l'incarcération», souligne-t-il.

Le shérif a commencé à innover le 2 août 1993. A l'arrière d'une prison traditionnelle, dans la banlieue de Phoenix, capitale de l'Arizona, il ouvrait «In-Tents», prison en plein air «efficace et peu onéreuse», qui, dit-il, a été «un tel succès» que peu après, il ouvrait un second camp: «Con-Tents».

Les deux camps accueillent des condamnés à un maximum de un an de détention.

Leurs méfaits sont généralement liés à la drogue ou l'alcool et vont de la conduite en état d'ivresse à la tentative de meurtre.

Aujourd'hui, à «In-Tents», trente-neuf tentes accueillent quelque 600 hommes et 200 femmes. Trois cents autres détenus, qui ont violé les règlements, sont entassés par groupe de quatre dans des cellules où ils demeurent vingt-trois heures sur vingt-quatre.

«Vacancy»

Les tentes sont des reliquats de la guerre de Corée. Du haut d'une tour de guet, un garde surveille les mouvements des détenus. Une enseignne lumineuse proclame: «Vacancy», le terme par lequel les hôtels américains indiquent que des chambres sont libres.

«Il y a de la place dans le désert, d'ici jusqu'au Mexique, et nous avons plein de tentes, affirme Joe Arpaio, qui ne cache pas que le camp est situé près d'une décharge. Lorsque le vent souffle, il y a des tas d'odeurs différentes».

Aux critiques qui lui reprochent de placer les détenus dans un désert où la température peut atteindre jusqu'à 48 degrés Celsius, il rétorque que «si les tentes étaient suffisantes pour nos soldats en Bosnie et en Ara-

bie Saoudite, elles sont certainement suffisantes pour les prisonniers».

«Les chiens n'ont commis aucun crime»

A la lisière du camp patrouillent à tour de rôle depuis le 22 mai quatre bergers allemands, avec caméras et micros électroniques qui retransmettent aux gardes les mouvements et les propos des détenus. Joe Arpaio est soucieux de les protéger des méfaits du soleil: «les chiens, dit-il, n'ont commis aucun crime».

S'il ne peut légalement supprimer la télévision, le shérif peut choisir les programmes: une chaîne météorologique, la chaîne d'informations CNN, un programme sportif et tous les mardis, un cours d'histoire politique enregistré par Newt Gingrich avant qu'il ne devienne le président de la chambre des Représentants. «Une punition inhabituelle», reconnaît-il.

Autre innovation: Joe Arpaio a fait teindre en rose les livrets portés par les détenus: «Ils ont horreur du rose. Pourquoi leur donner une couleur qu'ils aiment?».

De la chaîne où, par groupes de cinq, les volontaires, attachés par le pied, effectuent hors de la prison des travaux d'intérêt pu-

Passation des pouvoirs



JACQUES BRINON AP

LE PREMIER MINISTRE élu Lionel Jospin est officiellement entré en fonction hier à l'hôtel Matignon. On le voit ci-dessus en compagnie du premier ministre démissionnaire Alain Juppé. M. Jospin annoncera aujourd'hui la composition de son gouvernement.

Cuba a des alliés à l'OEA

AGENCE FRANCE-PRESSE

Lima — Le Canada, dont la délégation est dirigée par le sénateur Gildas Molgat, le Brésil et le Mexique ont exprimé le souhait que l'Organisation des Etats Américains réintègre Cuba, pays qui a été expulsé de l'OEA il y a 35 ans.

Le thème de Cuba ne figure pas officiellement à l'ordre du jour de la 27^e assemblée générale de l'OEA qui se déroule jusqu'à demain à Lima, mais le sénateur Molgat a invité ses collègues à réfléchir au moment où Cuba «sera de nouveau bienvenu» dans un système américain qui a vu le jour à Bogotá en 1948 et qui regroupe 34 pays.

Des propos similaires ont été prononcés depuis lundi par le ministre mexicain des Affaires étrangères, José Angel Gurria, et par le sénateur (ex-président) brésilien Itamar Franco qui reconnaît que pour son pays l'isolement de Cuba est un «thème de préoccupation permanente» à propos duquel Brasília sent une amitié profonde et «de nombreuses identités culturelles».

D'après José Angel Gurria, «le dialogue et la communication sont de meilleures solutions de rechange que l'isolement, les embargos et les sanctions». Le ministre mexicain a rappelé que le Comité juridique interaméricain (CJI) avait, sur proposition du Mexique, approuvé l'avis que «le fondement et l'éventuelle application de la dite loi Helms-Burton ne peuvent être considérées comme conformes au droit international». Approuvée par le président Clinton en mars 1996, cette loi impose des sanctions aux sociétés qui investissent à Cuba dans des biens ou propriétés qui ont appartenu aux Américains et que le gouvernement de Fidel Castro a expropriés. Gurria a dit espérer que cet avis du CJI serve à faire modifier ou à éliminer cette loi «bien que nous observons avec inquiétude les récentes tentatives de législateurs [américains] pour durcir» les dispositions de cette loi quant à son contenu et à son champ d'application.

Bolivie: les otages de la guérilla seront libérés

AGENCE FRANCE-PRESSE

Bogota — La guérilla communiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement ont annoncé hier lors d'une conférence de presse avoir conclu un accord pour la libération de 70 soldats retenus en otages. Les 70 soldats avaient été fait prisonniers au cours d'opérations de la guérilla en août 1996 et en janvier dernier.

Cette libération est prévue pour le 15 juin à Cartagena del Chaira (sud-est de la Colombie). L'accord a été conclu après près de cinq heures de négociations entre les porte-parole de la guérilla et des délégués du gouvernement du président Ernesto Samper lors de cette première rencontre destinée à fixer les modalités pour la libération de ces soldats.

blois jusqu'au sandwich qui constitue leur seul déjeuner, la même idée sous-tend les «innovations» de Joe Arpaio: faire de la prison un endroit tellement pénible que les détenus ne voudront jamais y revenir et économiser de l'argent pour le contribuable (94 000 dollars grâce à la suppression du café).

Ernest Beck, qui depuis trois semaines travaille sur le «chain gang», n'est pas sûr que la prison de Joe Arpaio soit plus dure qu'une autre: «C'est partout pratiquement pareil», dit-il. Quant aux tentes, ce n'est pas un problème: «Je préfère être dehors que dedans».

John Franck, un comptable cocaïnoman, en est à son deuxième séjour depuis l'an dernier. «Quand je suis parti la dernière fois, je me suis dit que je ne reviendrais jamais. Mais ce n'est pas la prison qui décide si les gens reviennent ou pas. C'est le monde extérieur».

Joe Arpaio a lancé une étude pour déterminer si sa politique est couronnée de succès et si le nombre de récidivistes est inférieur à la moyenne dans ses prisons. Pour l'avenir, il n'a pas de plan précis. «Je suis à court d'idées, reconnaît-il. Il faut que je réfléchisse».

É D I T O R I A L

Une transition

Lise Bissonnette

Muet sur sa mince majorité et sur l'ample vote de protestation qui vient d'ébranler son gouvernement, le premier ministre réélu se donnait contenance, lundi soir, en agitant les clichés du passage au «*XXI^e siècle*». Comme si le voyage où vient de s'engager le Canada, après une élection-choc, était un embarquement pour Cythère. Il paraît plus juste d'évoquer, comme le faisait le chef réformiste Preston Manning, un «*Parlement de transition*», cahoteux et chaotique même, qui pourrait avoir de la difficulté à tenir jusqu'en l'an 2000.

Certes une partie de la déroute visible sous la maigre victoire libérale est due à un simple ras-le-bol d'un électoral qui en a eu assez de voir le premier ministre s'enivrer de l'air de l'Asie et des compliments des bonzes de la mondialisation tandis que ses politiques rendaient l'atmosphère irrespirable dans les provinces canadiennes les plus pauvres. La saisissante percée du Nouveau Parti démocratique dans la région de l'Atlantique, et jusqu'au cœur de l'Acadie libérale, marque un retour du balancier, la fin de l'acceptation tranquille des «*sacrifices*» imposés au nom d'une économie qui se relance sans les «*sacrifiés*». Ce que les Français viennent de dire en défaisant leur gouvernement de droite, les Canadiens le disent aussi. Et la glissade du Bloc québécois, on le sait, n'est pas étrangère aux politiques semblables du gouvernement du Parti québécois, qui a provoqué ici la même grogne. Le retour du balancier s'impose.

Mais le Parti libéral du Canada sort si affaibli du scrutin qu'il est en fort mauvaise position pour prendre quelque virage. L'essentiel de ses appuis lui vient de l'Ontario, avec 101 députés auxquels le *statu quo* convient parfaitement, tout comme à l'électorat qui les a plébiscités. Le rôle d'opposition officielle appartient désormais au Reform Party qui réclame un gouvernement plus dur encore, moins interventionniste, plus soumis aux forces du sacro-saint «*marché*». Et la formation qui a fait les progrès les plus spectaculaires, le NPD, a retrouvé statut de parti reconnu aux Communes et devrait galvaniser les forces de protestation. Dans ces conditions de fracas perpétuel, la minuscule majorité libérale obligera le gouvernement à des calculs infinis autour de chaque décision et risque de le paralyser.

Seul un leader subtil et solide pourrait espérer tirer son épingle de ce jeu mais c'est justement ce qui manquera le plus au Parti libéral qui vient de se heurter comme jamais aux limites personnelles de M. Chrétien et de sa façon tacheronne de gouverner au jour le jour, de petits pas en petits plans aussi improvisés les uns que les autres. Après avoir frôlé de peu la défaite référendaire en 1995, il vient de frôler la défaite électorale au Canada comme dans son propre comté et n'est plus qu'un chef en sursis. Sa capacité de rassurer, de chanter que tout va bien malgré l'orage, était sa carte maîtresse mais il n'en reste que des lambeaux.

C'est ainsi, outillé au plus mal au sommet, que le gouvernement fédéral entreprend un mandat qui devrait au surplus déboucher sur un autre rendez-vous référendaire. La chute du vote souverainiste qui a perdu dix points de pourcentage au Québec, n'aura conforté que les fédéralistes à courte vue. D'une part, le renforcement du Reform Party et la lutte qu'il fera à tout ce qui pourrait ressembler à une «*fauteur*» au Québec pourraient raviver les tièdes. D'autre part, et c'est ce qui compte, si les libéraux peuvent s'enorgueillir aujourd'hui d'avoir fait quelques percées au Québec hors leurs fiefs traditionnels, ils le doivent au passage des mêmes tièdes dans l'orbite du chef conservateur, Jean Charest; M. Chrétien lui doit même sa propre réélection dans Saint-Maurice à la faveur d'une lutte à trois. M. Cha-

rest a attiré la fraction du vote souverainiste de 1995 qui espère encore une «*réconciliation*» avec le Canada et le fameux «*changement*» qui se fait attendre depuis des décennies. Comme M. Charest n'est surtout pas en position de produire lui-même ce changement et que M. Chrétien n'a plus de crédibilité pour tenter quelque grande manœuvre dans le «*reste du Canada*» qui lui échappe, l'impasse est prévisible. Et les tièdes, ces conditionnels d'un pays qui leur répond si mal, seront tentés de quitter le stationnement conservateur pour revenir en mode de pression souverainiste. Sans que les jeux soient faits pour autant, loin de là.

Tout en se défendant de souhaiter «*la politique du pire*», nombreux sont les souverainistes qui la pratiquent et qui se réjouissent de ce qui est un pourrissement du mal canadien. Plus M. Chrétien sera aux abois et plus les réformistes seront visibles et hargneux, se disent-ils, plus les bloquistes seront libres de se replier sur les seuls «*intérêts du Québec*» aux Communes et de nourrir ainsi leur mouvement. C'est oublier qu'on ne saurait bâtir un pays et encore moins un pays «*associé*» sur quelque coup de cœur passager de souverainistes d'occasion, agacés par un Manning, fatigués d'un «*gars de Shawinigan*» et décidés de guerre lasse. Si le vote souverainiste a régressé aussi facilement, c'est qu'il contient une fraction bien fragile, séduite par le charisme de M. Charest en 1997 comme elle l'avait été par celui de M. Bouchard en 1995, sable mouvant sur lequel on n'assoit aucune légitimité. Les analogies simplistes avec les parties de hockey devraient, avec le dernier épisode électoral, avoir vécu.

Quand on veut un divorce de velours, on le prépare. Le nouveau Parlement du Canada est un arc-en-ciel de toutes les tendances où il vaut la peine d'explorer. Les souverainistes détestent avec raison qu'on les considère uniformément comme des «*séparatistes ethniques*» mais ils confondent allègrement les deux millions et demi d'électeurs du Reform Party avec une bande de *rednecks* plutôt sordides. Cela les empêche d'y déceler des forces de changement et par là de compromis moins irrémédiablement usés que ceux que véhiculent les partis traditionnels. De même faut-il cesser de croire la gauche canadienne si doctrinaire qu'elle ne puisse modifier ses vues sur le Québec. Au sortir de son exil et conduit brillamment par Alexa McDonough qui ne connaît rien au Québec mais qui semble avoir toutes dispositions pour apprendre rapidement, il est possible d'imaginer que ce parti contribue à repenser en profondeur la relation Québec-Canada. Dans les cercles intellectuels qui l'entourent, en tout cas, la rupture à l'amiable est de moins en moins un tabou.

L'un des principaux obstacles sur ces voies changeantes, outre la pensée magique qui décrète l'indépendance «*inexorable*», est la faiblesse du leadership bloquiste. La vie politique est ainsi faite qu'elle repose non seulement sur les idées et les programmes mais sur ceux qui les portent. Élus malgré M. Duceppe, les rescapés du Bloc québécois ne resteront qu'une bande d'amateurs désorganisés s'ils ne se donnent, à plus ou moins court terme, une autre direction. Ce n'est pas un hasard si les deux partis qui ont nettement perdu de la faveur populaire au scrutin de lundi, les libéraux et le Bloc, ont ce problème majeur en partage.

L E T T R E S

Incomprise, la langue française

On bafoue la langue française parfois jusqu'au ridicule, on la réduit (absence fréquente de traits accentués, d'accent en langage courant). Pire, on l'ignore, souvent au prix d'une langue dite plus directe, mais sans nuances. Oui, la langue française est une grande incomprise. Cette langue qu'on s'acharne pourtant à défendre puisqu'elle est la voix d'un peuple; ce même peuple qui peut aussi la mépriser souverainement. Bof, entend-on trop souvent lorsqu'on fait remarquer la piètre orthographe d'un écrit. Ou alors on s'expose à recevoir le quolibet de personne zélée.

Et pourtant! Qu'on pose notre regard sur les affiches qui nous entourent, qu'on écoute la radio ou la télévision, qu'on lise nos journaux, le désespoir risque plus d'une fois de nous gagner. À moins d'avoir un sens de l'humour très aiguë — inépuisable surtout — et de s'amuser d'expressions telles AB (pour hobby) et combien d'autres. À vrai dire, le cocktail est varié: orthographe en déroute, profusion d'anglicismes, quand ce n'est pas carrément un emprunt indu au vocabulaire de langue anglaise. Ces fiches erreurs dont nombre d'écrits sont truffés, quelles complications pour celui et celle qui veulent apprendre ou parfaire la langue française. Je peux comprendre leur désarroi. Quel cauchemar! Le champ de références s'en voit réduit comme une peau de chagrin.

La fierté d'un peuple et sa distinction devraient d'abord passer par la

justesse de son expression langagière et des mots qui les façonnent. Cette fierté qu'on pourrait bien retrouver avec des efforts quotidiens, bien ciblés. C'est ça ou la honte de se retrouver devant notre incurie. Bof?

Céline Borduas
St-Jean-sur-Richelieu, 12 mai 1997

Privatisation à outrance

Il ne se passe pas une semaine sans que le mot «*privatisation*» n'apparaisse dans les gros titres des journaux. La promotion de cette croisade du néolibéralisme se fait subtilement, presque pernicieusement, pour tranquillement nous convaincre que pour que les choses aillent bien, rien de tel que le dynamisme de l'entreprise privée, qui ragaillardira notre économie. On veut chaque jour nous convaincre de l'efficacité mythique de l'entreprise privée. Mais qu'en est-il? Regardons ce qui s'est passé dans les cas récents de privatisation que nous connaissons.

Comme l'a conclu la commission Doyon, Hydro-Québec a acheté, sous la pression de hauts fonctionnaires et politiciens complaisants, de l'électricité à des petites centrales privées; les contrats signés n'ont profité jusqu'à maintenant, et pour longtemps encore, qu'aux propriétaires privés puisque Hydro s'est engagé à acheter toute cette électricité à un prix plus cher que celui que nous pouvons obtenir à la revente.

Eh oui, nous, les citoyens, subventionnons des entreprises privées pour produire de l'électricité dont nous

n'avons pas besoin. Pas brillant.

Et le stationnement à Montréal... Grâce à l'indulgence des administrations de MM. Doré et Bourque, les revenus provenant des stationnements tarifés ont été détournés vers la Chambre de commerce pour libérer la Ville de la lourde gestion de ce qui est devenu une vraie mine d'or. Tenues de verser une partie fixe de 11 millions sur les profits nets (non ajustable avec les revenus), ces entreprises privées ont tout fait depuis pour accroître leurs revenus: des milliers de nouveaux parcomètres installés, 85 % d'augmentation du tarif horaire ici et là. Rien de plus pour les contribuables.

Et maintenant, l'eau... Les vautours qui convoitent notre eau ont déjà beaucoup investi d'anciens et d'actuels politiciens pour cette croisade. Malgré la promesse de Québec, la bataille n'est pas encore gagnée. Il est primordial que Québec ne laisse aucune entreprise privée s'insérer (par un soi-disant partenariat) dans la gestion de nos eaux. Ce ne peut être qu'un leurre.

Il n'y a pas d'économie à faire avec une entreprise privée qui paie ses employés la moitié du salaire d'une entreprise publique; l'écart ira dans la poche d'obscurs actionnaires, qui chaque année demanderont une augmentation de leur profit bien plus grande que les miettes d'augmentation de salaire accordées aux employés publics.

Comme les Cyniques le disaient si bien, en lui laissant la place, l'entreprise privée veut notre bien et elle l'aura. Lucette de Gagné
Montréal, 17 mai 1997



Les anges se font plumer

Depuis hier, on répète partout dans les médias que le prochain Parlement fédéral croulera sous le poids de deux «*régionalismes*»: ceux du Bloc et du Reform Party. Mauvaise nouvelle pour Jean Chrétien: il semble bien que ce soit son propre parti qui se «*régionalise*! Après tout, n'est-ce pas à un électoral tarien peint en rouge mur à mur que le PLC doit les deux tiers de sa très courte majorité?

Pour ce qui est du Reform Party, on peut s'attendre à ce que son nouveau rôle d'opposition officielle lui permette de parler au nom du nombre croissant de Canadiens anglais qui n'en peuvent plus d'entendre parler de «*société distincte*» ou de pouvoirs spéciaux pour le Québec. Bref, les commentateurs auront beau dessiner des cornes sur la tête de Manning — question de faire paraître le PLC et le PC plus «*modérés*» —, le message du Reform fera désormais partie de la dynamique politique.



Josée Legault

◆ ◆ ◆

Et que dire du Bloc québécois? Réponse: le Bloc et le PQ ont un sérieux bilan à faire. Disons-le net: c'est à se demander combien de sièges le Bloc aurait perdus sans les interventions salvatrices d'autres leaders souverainistes. De fait, l'élection de 44 bloquistes — quoique fort respectable — constitue néanmoins un signal d'alarme. Pourquoi? Parce que ses appuis ont diminué chez les francophones et qu'il n'a pas réussi à faire le plein des souverainistes. Et ce signal d'alarme ne concerne pas uniquement Gilles Duceppe... quoiqu'il devra se demander s'il serait vraiment capable de livrer la marchandise lors d'une campagne référendaire s'annonçant drôlement plus féroce que celle qu'il vient de passer.

Cela dit, les souverainistes ont aussi d'autres questions à se poser. Ainsi, se pourrait-il que les nationalistes «*mous*» aient fait subir au Bloc le premier coup de désenchantement envers les compressions faites à Québec? Quant aux souverainistes, se pourrait-il qu'un

certain nombre d'entre eux aient exprimé ainsi leur déception face à la mise en veilleuse de leur option depuis un an? Si Québec ne prend pas en compte ces deux messages et n'ajuste pas ses politiques et son discours en conséquence, il pourrait fragiliser ses chances de réélection ou d'une victoire référendaire.

En fait, comme viennent de le démontrer la majorité serrée du PLC ainsi que les victoires de la gauche en France, en Grande-Bretagne et dans près de dix autres nations européennes, il y a des limites à ce que les citoyens peuvent accepter comme diminution de services publics et chômage endémique. Bref, s'il entend être réélu et tenir un troisième référendum gagnant, le gouvernement Bouchard serait sage de méditer sur un contexte occidental s'éloignant peu à peu d'une approche trop affairiste qui tue l'espoir et l'ambition chez les individus et les peuples. Et l'on sait à quel point l'«*espoir*» est essentiel à tout mouvement d'émancipation nationale...

Il serait aussi sage de réfléchir à d'autres leçons issues des résultats du 2 juin. À savoir que les appels à l'«*unité*» ou quelques discours enlevants ne sauraient remplacer les éléments suivants: une politique audacieuse de création d'emplois, un travail acharné et entêté d'explication, de «*vente*» et de diffusion du projet souverainiste (au Québec et à l'étranger) et la reconstitution de la grande coalition de 1995. Ces éléments seront d'autant plus essentiels qu'on ne sait trop encore ce que le fédéral sortira de son sac pour faire avorter ou gagner un prochain référendum. Mais une chose est sûre: il sortira quelque chose!

◆ ◆ ◆

Disons là-dessus qu'il circule dans quelques corridors une rumeur selon laquelle le PLC, une fois réélu et se donnant peut-être bientôt un nouveau chef, pourrait être tenté de figurer une ébauche de proposition de décentralisation symétrique — question de ne pas récuser le dogme *Canadian* de

l'égalité des provinces et, surtout, de ne pas soulever l'ire du Reform. L'objectif d'un tel exercice serait de placer Lucien Bouchard dans une position de refus. Du même coup, cette seule proposition — sans qu'elle soit implantée — fournirait une nouvelle arme au PLQ lors de la prochaine élection provinciale. Daniel Johnson pourrait alors «*promettre*» deux choses: pas de troisième référendum et une énième chance au Canada. Mais tout cela n'est qu'une vague rumeur...

Et ce n'est pas tout. Pendant que le fédéral jouera concurrence du plan A et du plan B, les souverainistes devront aussi s'atteler à la tâche de contrer les intégristes partitionnistes qui poursuivent leur croisade à travers les municipalités du Québec. Ce qui nous amène à une autre rumeur: ces intégristes formeraient un nouveau parti et présenteraient des candidats à l'élection provinciale. Prédiction: si Québec ne contre pas ce mouvement avec finesse et clarté, les partitionnistes pourraient remporter quelques sièges et se retrouver ainsi au cœur même de l'Assemblée nationale.

De plus, si l'on ne réussit pas à rassurer concrètement les francophones quant à l'impossibilité absolue de tout démembrer du territoire le lendemain d'un OUI, Québec pourrait perdre des appuis chez les nationalistes hésitants. Mais tout cela, encore une fois, n'est qu'une vague rumeur...

◆ ◆ ◆

La semaine dernière, j'écrivais que la prochaine année serait absolument cruciale pour les souverainistes. Les résultats du 2 juin ainsi que les leçons qu'on peut en tirer ne font que le confirmer. Pourtant, une chose est claire: à mesure qu'on se dirige vers une autre élection et un référendum, les enjeux se complexifient et les acteurs se multiplient irrémédiablement. Il est donc urgent que les souverainistes cessent de tenir leur lutte ou leurs appuis pour acquis.

En d'autres termes, le moment de vérité approche rapidement et l'heure est arrivée de se retroucher sérieusement les manches. Et surtout, il faudra rappeler à ceux et celles qui tiennent aux politiques angéliques cette fabuleuse expression de San-Antonio: «*Les anges aussi se font plumer*»...

À P R O P O S

... de fiscalité comparée Québec-Ontario

Alors que le gouvernement du Québec ne prévoit qu'une croissance nominale du PIB de 3,0 % en 1997, les recettes provenant de l'impôt des particuliers progresseront de 6,0 %. En Ontario, avec une croissance prévue du PIB de 5,0 % en 1997, les recettes provenant de l'impôt des particuliers décroîtront de 11,3 % en conséquence de la diminution des taux d'imposition. À compter du 1^{er} janvier 1998, le taux d'imposition fédéral-provincial maximum sur le revenu des particuliers sera réduit à 49,6 % en Ontario comparativement à plus de 52 % au Québec.

Les revenus autonomes du gouvernement du Québec augmentent beaucoup plus rapidement (+5,2 %) que la croissance du PIB (+3,0 %) alors que c'est l'inverse en Ontario (-0,3 % et 5,0 %).

Du côté des dépenses, l'effort global du Québec résultera en une diminution de 0,6 % comparativement à une diminution de 4,0 % en Ontario qui a de plus diminué la taxation des petites entreprises et des particuliers.

Bulletin d'information, Conseil du patronat du Québec, juin 1997.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, GUY TAILLEFER, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteurs en chef adjoints JEAN-ROBERT SANSAÇON, ROLAND-YVES CARIGNAN

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

FAISCE QUEDOIS

IDÉES

La Cadillac rose au banc des accusés

Le spectaculaire, la violence ou les vedettes se vendront toujours mieux que la promotion des valeurs sociales comme l'égalité et la tolérance

CHARLES-A.
PIERRE-JACQUES
Montréal

Permettez-moi de vous faire part de mes sérieuses inquiétudes face à votre nouvelle émission de variétés, *Cadillac rose*, en ondes depuis peu.

Le 13 mai dernier, Radio-Canada dévoilait en grande pompe sa programmation d'été. Le clou du spectacle a sans contredit été l'apparition de Normand Brathwaite, accoutré d'un long manteau en fausse fourrure blanche, d'un ridicule pantalon blanc et d'une paire de bottes surélevées. Le kit du parfait proxénète n'aurait pu être complet sans l'immense Cadillac rose qui l'a reconduit à l'événement. Avant même qu'un seul journaliste n'ait pu lui poser une question, M. Brathwaite devait faire une déclaration qui allait me glacer d'horreur: «Vous pouvez l'écrire, c'est une Cadillac de nègre!» Malheureusement, cette mascarade n'est qu'une triste résultante de sa perception erronée de ce que sont véritablement la place et le rôle de la communauté noire du Québec.

En fait, cet homme a réussi à bâtir sa carrière sur des fondations douteuses, coulées dans un mélange d'humour facile, de blagues de mauvais goût et de stéréotypes: il a joué au petit nègre pendant les 15 dernières années et, aux yeux de la majorité des Québécois, il est aujourd'hui prisonnier d'une image qu'il a soigneusement créée, peaufinée et promue dans le monde artistique. Avant de continuer, je me dois de faire une précision: lorsque je m'insurge contre le fait que M. Brathwaite ait pu, pour ne citer que cet exemple, déclarer tout de go à un événement télévisé de grande envergure: «Si vous avez besoin d'un Noir pour tenir une canne à pêche sur votre pelouse cet été, appelez-moi!», je ne tiens pas ici à condamner un public québécois qui, j'en suis certain, rit de bon cœur et sans mesquinerie lorsqu'il entend ces propos car c'est M. Brathwaite qui lui a appris à accepter ce genre d'humour.

Par contre, vous conviendrez qu'il y a plutôt matière à pleurer et grincer des dents car si, pour amuser les gens, il faut en venir à renoncer aux bases fondamentales du respect de soi et d'une minorité ethnique (à une

époque où l'exclusion et les idéologies racistes progressent à un rythme des plus inquiétant), il faut sérieusement se questionner en tant que société.

Voyez-vous, je ne crois pas à cette philosophie réactionnaire et simpliste qui gravite autour de constats aussi simple que: «C'est la faute du Blanc (des catholiques, des hétérosexuels, etc.), donc je ne peux rien faire pour améliorer mon sort.» C'est au groupe minoritaire, quel qu'il soit, d'avant tout mettre de l'ordre dans ses rangs puis d'ensuite aller revendiquer ses droits tout en ne perdant jamais de vue ses obligations face au système de la majorité dans lequel ledit groupe évolue. Dès lors, lorsqu'un élément d'une de ces entités, par ses actions, gestes ou déclarations, mine les efforts concrets et légitimes des membres de sa communauté, un rappel à l'ordre s'impose.

L'une des plus grandes faiblesses de la communauté noire en particulier (et de l'ensemble des jeunes Québécois en général) reste l'absence de modèles d'identification positive. Or, malgré le nombre important de médecins, d'ingénieurs ou de professeurs d'université que les minorités visibles portent en leur sein, il est extrêmement rare que l'un d'entre eux attire une attention médiatique. Ainsi, l'embauche d'un journaliste exceptionnel comme Michaëlle Jean restera la meilleure preuve de l'ouverture d'esprit de la société d'État comparativement à ses concurrents. Cependant, puisque les diktats économiques vont continuer à s'imposer aux journaux, chaînes de télévision

et stations de radio, le spectaculaire, la violence ou les vedettes se vendront toujours mieux que la promotion de valeurs sociales comme l'égalité et la tolérance.

Il existe donc toujours une place, hélas, pour les Brathwaite de ce monde.

L'acceptation résignée de cette réalité du monde des médias me semble tout à fait inacceptable mais je dois ici m'en tenir au sujet de cette lettre, c'est-à-dire le rôle de M. Brathwaite et ce qu'il représente dans la société québécoise.

De mon entrée au Collège Jean-De Brébeuf en 1985 à la fin de mes études de droit à La Haye (donc sur une période de dix ans) M. Brathwaite a été, avec Felipe Alou, l'une des principales personnalités publiques du Québec

qui ont eu en leur main le pouvoir réel d'envoyer un message positif aux jeunes de la communauté noire. Or M. Alou ne parle pas français et reste averse de commentaires ou d'entrevues. Restait donc M. Brathwaite, son piment, sa Cadillac rose et, surtout, ses «dances» tenant plus de la singerie que de l'expression artistique...

Responsables de la programmation, je me demande simplement si vous réalisez à quel point vous faites mal aux jeunes Québécois de ma communauté en perpétuant cette image du Noir, amateur public, peu intelligent, toujours prêt à dire «oui, missié». Vous faites mal à mon avenir parce que, tous les jours, non seulement je dois travailler trois fois plus fort pour faire ma place dans ce Québec que j'aime et que mes parents ont aidé à bâtir, mais je dois aussi continuellement combattre les idées préconçues que vous allez continuer de véhiculer. (À ce sujet, je vous conseille de lire l'excellent rapport *Les Jeunes et l'emploi: un enjeu de société*, publié par le MRCI en avril dernier. Il saura certainement vous faire prendre conscience de la réalité que je vous expose brièvement dans ces lignes.)

Mais peut-être y a-t-il une lumière au bout du tunnel. C'est avec grande joie que j'ai appris que Dany Laferrière aura l'honneur de signer le texte de la Fête nationale du 24 juin. Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Guy Bouthillier, que j'ai eu le plaisir d'avoir comme professeur en science politique, déclarait, lors de l'annonce de cette nouvelle: «Ce choix veut témoigner de notre diversité [...] la Saint-Jean doit être adaptée à la métropole, une ville où il faut tendre la main pour briser le mur qui nous sépare.»

Pour s'assurer que cette poignée de main devienne réalité, pour faire une brèche dans la rempart de l'ignorance et du racisme afin que la lumière d'un Québec fort, tolérant et ouvert éclaire l'avenir de tous les jeunes, chacun de nous sera appelé à faire ses devoirs: En tant que responsables de la programmation de la télévision d'État, les vôtres demanderont encore plus d'attention.

Comme le disait le grand poète grec Kazantzakis: «Les grandes tempêtes sont faites pour les grands navires.» Reste à voir si vous pourriez aller naviguer vers des eaux certes plus périlleuses mais derrière lesquelles se trouvent ces fameuses contrées inexplorées dont nous parlait Shakespeare dans *Hamlet*, ces pays où les grands esprits font de grandes différences...

Modifications à la Charte de Montréal

Non à Pierre Bourque!

Québec doit rejeter les demandes du maire concernant la Charte et entreprendre véritablement sa rénovation

MARC-ANDRÉ ROCHE

L'auteur possède une maîtrise en commerce international. Il fut un militant de Vision Montréal.

La commission chargée d'examiner les demandes d'amendements à la Charte de Montréal proposées par le maire Bourque siègera aujourd'hui. Le gouvernement devrait résister à la tentation d'acquiescer à ces demandes. La dernière chose dont la ville a besoin, ce sont de nouveaux amendements à sa Charte. En fait, la Charte de Montréal a plutôt besoin d'être entièrement renouée.

La Charte actuelle a été rédigée en 1921 pour répondre à des problèmes qui n'existent plus aujourd'hui. Pour bien comprendre sa logique, il faut se rapporter au contexte de l'époque. Nous savons tous que la vie politique a remarquablement changé au Québec depuis trois quarts de siècle. Le financement des partis politiques n'est plus le même. Le patronage était monnaie courante, au point d'être considéré comme normal. La chose se vivait au gouvernement; elle se vivait aussi à Montréal.

Au fond, la principale différence était qu'à Québec, la corruption du régime permettait sa survie et sa stabilité, alors qu'à Montréal, faute de régime, la corruption des élus rendait le comité exécutif très vulnérable, causait une grande instabilité et menaçait la santé financière de la ville.

Je dis «faute de régime» parce que c'était le cas. Les partis politiques n'étaient pas encore présents à l'époque sur la scène montréalaise. Les conseillers municipaux étaient tous indépendants, comme le maire d'ailleurs. Selon la tradition de l'époque, les conseillers cherchaient à aider leurs amis dans l'attribution de contrats ou de privilèges. Ils accordaient ou retiraient leur confiance envers l'exécutif au gré de leurs intérêts. Ainsi, le comité exécutif tombait régulièrement et, sur fond de scandale financier et de népotisme, nous nagions en pleine «Quatrième République». D'où la Charte, par laquelle le législateur désirait assurer une certaine stabilité à l'administration montréalaise et permettre une certaine continuité dans la gestion des affaires courantes de la Ville.

C'est pourquoi on a accordé une telle indépendance au Comité exécutif, tant face au Conseil qu'au maire, pour que ne pende pas au-dessus de chacun de ses membres l'épée de Damoclès d'un congédiement qui l'empêcherait de faire son travail. Le comité exécutif étant à l'abri des aléas de la vie politique, il pouvait faire son travail en toute quiétude et indépendance.

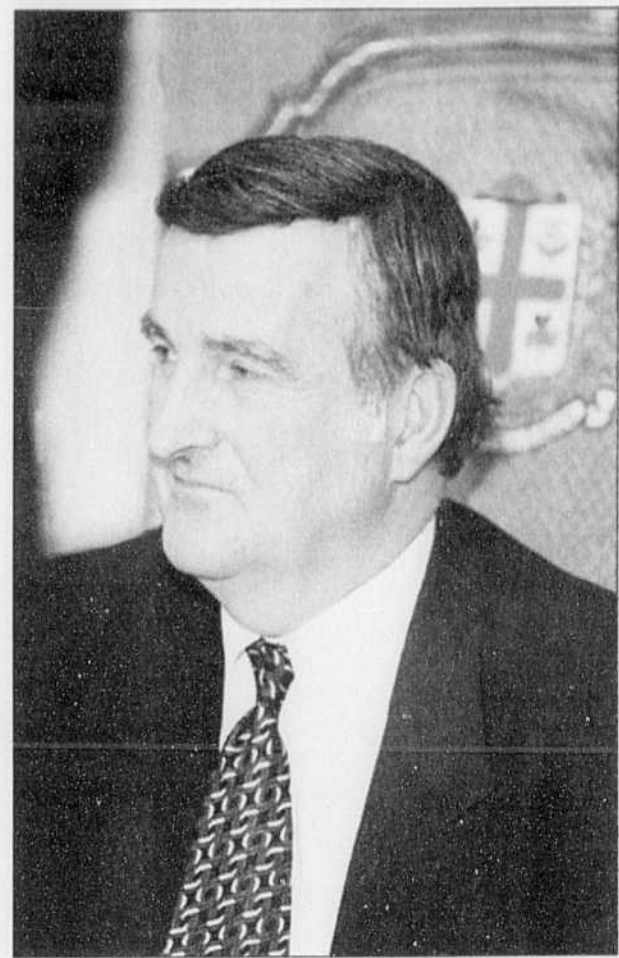
Mais la confiance du législateur envers Montréal n'était pas pour autant revenue. Aussi, la Charte, en plus de diminuer l'emprise du conseil et du maire sur le comité exécutif, ne les autorisait pas à changer le fonctionnement de la Ville sans l'aval de Québec. On a donc inscrit dans la Charte, en plus des dispositions d'ordre politique, une foule de dispositions d'ordre administratif. Dans les faits, Québec dictait comment Montréal allait fonctionner. Après la «Quatrième République», nous entrions dans l'ère de la tutelle déguisée, dont nous ne sommes pas encore sortis.

C'était compréhensible dans le contexte de l'époque, la Charte n'ayant pas réglé les problèmes de stabilité au conseil municipal. C'était très acceptable aussi sur le plan démocratique. Rappelons-nous que les conseillers municipaux représentaient des collèges électoraux et non pas la population. Certains représentaient les propriétaires, désignés lors d'assemblées. D'autres représentaient diverses institutions présentes à Montréal. D'autres enfin représentaient les locataires. Ces derniers, bien qu'ils formaient 80 % de la population montréalaise, n'étaient qu'une portion congrue du conseil municipal. Le conseil n'avait pas vraiment de légitimité démocratique. Il n'était au fond qu'un conseil d'administration chargé de gérer les affaires courantes de Montréal. La direction était à Québec.

Au fil des ans, dans la foulée de la modernisation des administrations publiques, l'administration montréalaise a engraisé. Suivant cette évolution, la Charte a pris du volume, au point de devenir une grosse «brique» un peu incompréhensible et parfois incongrue. Ces ajouts ont affaibli son architecture et de nouveaux amendements ne peuvent qu'empirer les choses. Elle est d'ailleurs toujours mal adaptée à la réalité d'un conseil qui est devenu dans les faits une assemblée parlementaire.

Montréal n'est pas Saint-Glinglin. Une métropole d'un million d'habitants doit posséder une certaine autonomie de gestion pour pouvoir s'adapter rapidement aux défis changeants auxquels elle doit faire face. Elle est en mesure de l'assumer. Depuis l'introduction du suffrage universel, elle en a la légitimité. Avec l'introduction de partis politiques organisés sur la scène montréalaise, il y a presque cinquante ans, la stabilité du régime et des institutions est grandement augmentée. La loi sur le financement des partis et l'assainissement généralisé des mœurs politiques au Québec assure un minimum de probité à l'administration montréalaise. Évidemment, la fiche de Vision Montréal est un peu honteuse en ce domaine, mais les Montréalais auront l'occasion de régler cet accident de l'histoire lors des prochaines élections, faisons leur confiance. Ne tombons surtout pas dans le piège de limiter les droits des citoyens pour pallier l'incurie de nos dirigeants.

Rien ne justifie plus la tutelle de Québec. Le gouvernement doit rejeter les demandes de Pierre Bourque concernant la Charte et entreprendre véritablement sa rénovation. Il devrait forcer l'administration municipale à faire ses classes et à consulter sa population pour revoir en profondeur le fonctionnement de Montréal, et ensuite adapter



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le maire de Montréal, Pierre Bourque.

son niveau d'autonomie en fonction de ce qu'elle est en mesure d'assumer à l'aube de l'an 2000.

Notons au passage que la Charte de 1921 a été adoptée à la suite d'un référendum et que le principal amendement qu'elle a subi depuis, l'abolition des classes de conseillers, a aussi été adopté par référendum en 1960. Il me semble que notre démocratie a progressé depuis lors et que les Montréalais, plus instruits, mieux informés, sont en mesure de faire des choix éclairés. Pourtant, on semble disposé à régler la question avec beaucoup moins d'ouverture que jamais au cours du présent siècle, sans débat public à Montréal, sans réflexion profonde. Notez que je suis en faveur qu'on accorde au conseil le droit de nommer et de changer au besoin le comité exécutif. Je pense cependant que le problème de la Charte se situe ailleurs et qu'il est minuit moins une pour la revoir. Si on n'entreprend pas rapidement cette révision profonde, notre constitution désuète nous régira encore jusqu'en 2002.

L'annonce de cette révision peut se faire rapidement. La commission chargée d'en proposer la teneur pourrait ainsi être convoquée cet automne et la nouvelle Charte pourrait entrer en vigueur dès les élections municipales de novembre 1998.

La nouvelle Charte de Montréal devrait être courte, souple, et accorder une plus grande autonomie de gestion au conseil municipal. Elle devrait éviter de traiter de détails administratifs pour se contenter d'énoncer certains principes de fonctionnement. Fonctionnement administratif, d'une part (équilibre budgétaire, liste des responsabilités que la Ville doit assumer, etc.); fonctionnement politique d'autre part (pouvoir accru au conseil municipal, obligation de transparence et de démocratie, établissement d'un pouvoir d'initiative aux citoyens, etc.). Dans le respect de ces règles, qu'on laisse aux représentants de la population montréalaise le soin d'adopter des règlements de régie interne et de gérer la ville selon le programme qui les a fait élire.

Montréal est en position d'extrême faiblesse. La crédibilité du maire et de son équipe est au plancher. Nous sommes toujours placés dans une situation de quémendeur, sans rien pour nous donner quelque pouvoir de négociation face au gouvernement. L'iniquité du partage des ressources et des responsabilités fait que Montréal assume toujours seule le financement d'une foule de services et d'institutions dont l'ensemble du Québec bénéficie. Cette question que l'on appelle le pacte fiscal n'est toujours pas réglée. L'essentiel des discussions ayant cours entre Montréal et Québec devrait porter sur cette question.

Malheureusement, le maire a déjà envoyé au gouvernement deux demandes de modifications à la Charte. Une pour pouvoir embaucher un directeur, l'autre pour pouvoir démettre de leurs fonctions MM. Goyer et Forcillo. Une troisième viendra sous peu. En effet, lorsque Québec avait permis de changer les modes de consultation publique, il l'avait fait à la condition expresse que la formule soit réévaluée et au besoin changée après deux ans. Cela fait deux ans...

Sur ces questions, le sort de Montréal est entre les mains de Québec et nous sommes impuissants. Tant que cette situation perdure, le gouvernement a la possibilité d'offrir un bonbon au maire (les changements à la Charte) en échange de l'acceptation d'un pacte fiscal insuffisant pour Montréal. Je crains d'ailleurs que le marché soit déjà conclu. La vente à rabais de l'hippodrome et le congrès de «cheerleader» du maire Bourque au congrès de l'UMQ semble le laisser croire. Évidemment, tout le monde y gagne. Le budget du gouvernement se porte mieux et le conseil municipal du maire Bourque peut assouvir sa vengeance contre ses deux conseillers encombrants.

Tout le monde y gagne? Oui, sauf peut-être les Montréalais. Mais qui s'en soucie...



Normand Brathwaite en Cadillac rose.

ARCHIVES LE DEVOIR

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur, Kathleen Lévesque, Caroline Montpetit, Brian Myles, Isabelle Paré, Clément Trudel, Serge Truffaut; Diane Précourt (pages littéraires, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon, Pierre Cayouette, Paule des Rivières, Louise Leduc, Jean-Pierre LeGault, Benoît Munger, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dutrisac, Jean Fichette, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), François Brousseau (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cormier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec), Michel Verne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); à l'information sportive: Yves d'Avignon; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis). La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Lavoie (à la rédaction); Isabelle Hachey, Marie-Claude Petit (commis). La production: Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sylvain Lesage, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Éveline Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Verne. L'ADMINISTRATION: Yves Bouthillier (contrôleur), Dany Dépatie (adjointe à l'administration et responsable des ressources humaines), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne d'Arc Houde (secrétaire à la direction), Céline Furoy, Ghislaine Lalleur, Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président), Roger Boissvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

La fatigue



VADIM GHIRDA AP

LE PAPE Jean-Paul II n'a pu réprimer un long bâillement alors qu'il célébrait une messe à Gniezno, en Pologne. Près de 250 000 personnes ont assisté hier à cette messe en plein air. Le pape effectue actuellement une tournée de 11 jours dans son pays d'origine.

EN BREF

De nombreuses femmes aux Communes

Ottawa (PC) — Les femmes seront plus nombreuses que jamais à la Chambre des communes. Mais on est encore loin de la parité des sexes. Les résultats officiels montrent que 64 femmes ont été élues au scrutin fédéral de lundi, contre 53 en 1993. On compte cette fois-ci 301 sièges aux Communes, plutôt que 295 auparavant. Ce sont les néo-démocrates, sous leur chef Alexa McDonough, de Halifax, qui se sont le plus rapprochés d'une représentation également répartie entre hommes et femmes. Huit des 21 élus néo-démocrates sont des femmes. En 1993, l'ex-leader du parti, Audrey McLaughlin, avait été la seule femme néo-démocrate à remporter la victoire. C'est également le parti de Mme McDonough qui présentait le plus grand nombre de candidatures féminines au cours de cette campagne électorale, soit 107. Du côté des libéraux, 38 des 84 candidates ont réussi à obtenir un des 155 sièges remportés par le parti. Par ailleurs, 12 des 16 candidates qui briguaient les suffrages sous la bannière du Bloc québécois ont été élues. Au Parti réformiste, quatre des 23 candidates ont réussi à se faire élire. Seulement deux des 56 femmes qui se présentaient sous la bannière conservatrice ont remporté la victoire dans leur comté.

Faible taux de participation

Ottawa (PC) — La réélection lundi d'un gouvernement libéral faiblement majoritaire ne s'est pas faite dans le plus grand enthousiasme pour les Canadiens. 67 % des électeurs ayant le droit de vote ont effectivement exercé celui-ci, soit moins que les 69,9 % qui l'avaient fait en 1993, et beaucoup moins que la moyenne de 75 % atteinte au cours des 12 dernières élections fédérales. En tout, quelque 13 millions de Canadiens se sont rendus aux urnes dans 301 circonscriptions pour choisir parmi 1672 candidats en lice, alors qu'un peu plus de 19 millions auraient pu le faire dans les 59 958 bureaux de vote dispersés à travers le pays. Les Québécois ont été les plus nombreux à voter, avec un taux de participation de 71 %. Les citoyens des Prairies ont été les moins nombreux, seulement 62 % d'entre eux s'étant prévalus de leur droit de vote.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir@cam.org
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0508. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

HYDRO

SUITE DE LA PAGE 1

plexe Outardes les eaux de la rivière Boucher, un affluent de la Betsiamites qui avait l'outrecuidance de couler inutilement en aval des turbines de Bersimis 2.

Enfin, *Le Devoir* a appris qu'Hydro-Québec a «réitéré le 25 avril dernier auprès des instances gouvernementales concernées [sic] son intérêt de procéder au détournement partiel des rivières Carheil et aux Pékans», deux affluents de la Moisie que la société d'Etat veut détourner vers les turbines du barrage SM-3. Curieusement, la société d'Etat n'a pas déposé à ce jour l'*Avis de projet* requis par la Loi québécoise de l'environnement pour ces deux détournements même si elle a amorcé les négociations avec la bande montagnaise de Mani-Utenam.

C'est ce qui ressort en effet de la lettre envoyée le 5 mai dernier par Michel Blais, chef des relations avec les autochtones d'Hydro-Québec, au chef Elie-Jacques Jourdain de la bande Mani-Utenam, à Sept-Îles. Une entente lie actuellement la société d'Etat à cette bande, entente qui prévoyait d'importantes compensations financières en rapport avec le projet SM-3. La relance des détournements des deux affluents de la Moisie, une des grandes rivières à saumons du Québec, exige une relance des «discussions et négociations», précise M. Blais, qu'Hydro-Québec se dit prêt à «entamer dans les meilleurs délais».

L'intérêt d'Hydro-Québec pour les détournements se traduit désormais non plus par une course aux mégawatts (MW) mais par une recherche d'énergie, soit des térawatts-heure (TWh). Les térawatts décrivent l'énergie potentielle d'un réservoir, que l'on peut extraire plus ou moins rapidement selon la gourmandise ou la puissance des turbines, qu'on exprime en mégawatts.

Au moment où Québec presse Hydro-Québec de lui refiler un maximum d'hydro-dollars, la société d'Etat fait face à une baisse sérieuse de ses réserves d'eau, et cela, au moment même où elle intensifie sa quête de clients importants du côté américain. Durant le premier trimestre de 1997, Hydro-Québec a vendu plus de 5 TWh aux Américains, soit le tiers de ses ventes annuelles en un quart d'année.

Exception faite des détournements de la Sainte-Marguerite, Hydro-Québec obtiendrait 1 TWh du détournement des trois rivières dans les turbines de Bersimis et de 0,2 TWh en dérivant les eaux de la Boucher vers Outardes-3.

Selon d'autres documents internes qu'Hydro-Québec refuse désormais de divulguer, l'ensemble de ses réserves d'eau affichaient, le 1^{er} mai, un niveau moyen «inférieur» à la norme, soit 21 % seulement de leur capacité totale. A pareille date l'an dernier, les réserves d'Hydro s'élevaient à 26 %. Globalement, le parc hydro-québécois est donc de 5 % sous le niveau de l'an dernier à pareille date, ce qui fournit un aperçu de la gestion annuelle globale, juste avant le remplissage avec la crue printanière.

Or, d'après d'autres documents confidentiels, l'hiver dernier n'a pas été plus abondant que d'habitude à la Baie-James et sensiblement moins généreux que celui de l'an dernier, ce qui augure mal pour le remplissage en 1997. Il était tombé durant les quatre premiers mois de 1996 exactement 1811 millimètres d'eau sous forme de neige dans le bassin de La Grande, à la Baie-James, comparativement à 1475 mm cette année.

On perçoit le côté inquiétant de la situation quand on réalise qu'au 1^{er} mai, il n'y avait plus que 3,6 TWh d'eau dans le réservoir Manicouagan, comparativement à 6 TWh l'an dernier, soit près de 40 % de moins!

Les réserves actuelles du complexe La Grande (18,6 TWh) sont pour leur part de 30 % sous celles de l'an dernier (25,9 TWh). Du côté de Churchill Falls, c'est encore moins rose: «On turbine de la roche», dira une source bien informée qui précise qu'il y reste tout au plus 1,5 TWh, soit 25 % de moins que les réserves de l'an dernier.

Quant aux différents détournements au moyen desquels Hydro-Québec entend ajouter de l'eau à ses actuelles turbines, ils vont susciter, selon les avis déposés au

MEF, des impacts environnementaux (fauniques et sociaux) importants. La société d'Etat soutient cependant que leur impact sera marginal sur l'exploitation des centrales privées en place, qui perdent néanmoins la tête du cours d'eau qu'ils exploitent.

Ce sont les saumons de la Betsiamites et la bande amérindienne locale, qui tente de reconstituer ses stocks depuis une décennie en misant sur les eaux et les fosses jusqu'ici vierges de la rivière Boucher, qui risquent d'en prendre un coup. Les eaux de la Betsiamites vont être gonflées par les trois détournements envisagés alors que la Boucher, qui sera en grande partie asséchée, deviendra de moins en moins favorable à la reproduction.

«La réalisation des projets de dérivation partielle, dont celui de la rivière Manouane, pourrait engendrer des effets cumulatifs sur la pêche au saumon dans la Betsiamites», reconnaît le document avec une prudence calculée.

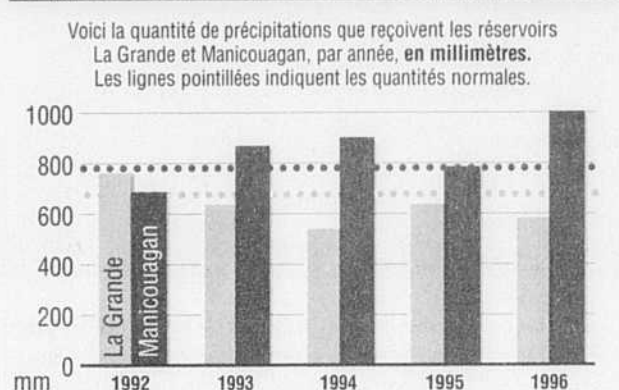
Les quatre détournements au profit des deux complexes voisins de Manicouagan vont aussi susciter des impacts majeurs sur les cours d'eau en cause, qui seront totalement asséchés à leur tête jusqu'à ce que de nouveaux affluents les fassent revivre avec des débits réduits.

Les humains vont aussi subir les séquelles de ces projets, soit les autochtones sur la Betsiamites, près d'une vingtaine de pourvoyeurs ainsi que les milliers de chasseurs, pêcheurs et villageois blancs qui fréquentent ces différents plans d'eau. La ZEC de Forestville sera tout particulièrement touchée par le détournement de la Sault-aux-Cochons, qui passe sur son territoire.

Le détournement de la Manouane devrait être terminé en septembre 2002. La dérivation de la Portneuf vers le complexe Outardes serait pour sa part complétée en novembre 2001.

Hydro-Québec a cependant prévu un surprenant tempo administratif pour les projets de dérivation des rivières Portneuf et Sault-aux-Cochons: selon le calendrier soumis à Québec, les mises en service seront prêtes dès novembre 1998. Les deux «rapports d'avant-projet» seront publiés en février 1998, et dès avril suivant, les autorisations gouvernementales devraient être signées! Normalement, les avant-projets — soit l'étude du terrain et des caractéristiques d'un projet — sont prêts avant que le MEF écrive sa directive environnementale, question de savoir ce qu'on va évaluer. D'autre part, l'échéancier d'Hydro-Québec ne tient pas compte des quatre mois requis pour les mandats d'audiences publiques, comme si on allait en être exempté ou favorisé par de nouvelles règles du jeu...

L'EAU DES RÉSERVOIRS



Ce tableau montre que le réservoir Manicouagan, mesuré au poste Montagnais, bénéficie d'apports d'eau plus constants que ceux de La Grande. L'important volume d'eau dont il a écoupé en 1996 est, en réalité, sa part du déluge du Saguenay, ce qui n'empêche pas ses réserves actuelles d'être de 38 % inférieures à celles de l'an dernier. Cela pourrait s'expliquer à la fois par le bas niveau d'autres réservoirs comme ceux de La Grande mais aussi par l'augmentation des ventes au Québec et aux États-Unis.

BLOC

«La souveraineté est une solution concrète à des problèmes réels»

SUITE DE LA PAGE 1

même temps: mettre sur pied une équipe, mettre sur pied des structures de financement, élaborer une plateforme, tout ça en très peu de temps, tout en siégeant à Ottawa».

Dans son bilan de la campagne livré hier devant les médias, Gilles Duceppe a reconnu avoir «fait des erreurs» pendant la campagne, «surtout des erreurs d'image», a-t-il dit.

Mais, a-t-il ajouté, «j'ai répondu à toutes les questions. Je ne me suis pas défilé comme M. Charest l'a fait. J'ai démontré un grand sens démocratique dans les idées fondamentales auxquelles je croyais, alors que M. Chretien a répudié la démocratie. Et j'ai maintenu, dans une situation pas facile, ce combat acharné pour la souveraineté. Je pense avoir remis le Bloc sur les rails au cours des deux dernières semaines».

Concernant l'élection du conservateur André Harvey contre Gilbert Filion dans Chicoutimi, véritable bastion de la cause souverainiste, Gilles Duceppe a tout bonnement fait savoir qu'il «s'explique mal» ce qui s'est passé.

Par ailleurs, le chef du Bloc estime que la nouvelle opposition officielle à Ottawa «poussera les libéraux vers la droite au lieu de les pousser vers des mesures progressistes», et il croit plus que jamais que le Bloc québécois, tout en continuant sa lutte pour la souveraineté, s'occupera de dossiers sociaux et économiques progressistes.

«Ce qui reste du Canada, c'est le Canada tel quel, irréformable, a-t-il expliqué. Ces partis [fédéralistes] n'ont aucune solution pour réformer le Canada, et nous aurons les vrais

débats. Le Bloc demeurera une voix forte et fière, qui démontrera la nécessité de la souveraineté».

Interrogé sur le fonctionnement de la prochaine Chambre des communes, Gilles Duceppe prévoit que le Parti conservateur se retrouvera «plutôt du côté du Reform, et le NPD un peu sur deux tableaux. Bon nombre d'enjeux socioéconomiques dans la plateforme NPD sont un peu semblables à ce qu'on retrouve au Bloc, mais lorsqu'on aborde les relations économiques dans l'ALENA, c'est fort différent», les Québécois se montrant plus ouverts au libre-échange.

De façon générale, Gilles Duceppe estime que «le défi du Bloc sera de montrer de façon concrète que la souveraineté est une solution concrète à des problèmes réels», et il rappelle que «la volonté de se donner un pays, c'est d'abord pour nous, ce n'est pas une réaction contre les autres. C'est ce qu'il faut expliquer aux Canadiens».

Les débats risquent d'être assez solides à l'intérieur du Bloc puisqu'hier, le député bloquiste Yvan Loubier, qui était critique en matière de finances publiques dans le dernier Parlement, a indiqué en entrevue au réseau NTR qu'il serait important de mettre des choses au clair après les élections.

«Michel Gauthier, comme leader en Chambre, je ne le vois pas à d'autre endroit que cela», a-t-il affirmé, une critique ouverte contre Suzanne Tremblay, qui avait été nommée leader en Chambre par M. Duceppe peu de temps avant les élections.

TIANANMEN

«Jamais plus la loi martiale ne sera bafouée»

SUITE DE LA PAGE 1

les ans, cette période de l'année donne lieu à un renforcement des mesures de surveillance et de sécurité.

Elle est également propice aux arrestations et aux condamnations: le tribunal de Shenzhen vient ainsi de condamner deux syndicalistes à trois ans et demi de prison pour subversion, révélait hier le Centre d'information des droits de l'homme et du mouvement démocratique en Chine.

Basée à Hong-Kong, cette association précise que les deux hommes — Li Wen-Ming, 28 ans, et Guo Baosheng, 25 ans — sont incarcérés depuis 1994. Ils ont aussi été privés de leurs droits politiques pendant deux ans, ce qui leur interdit de parler à des journalistes étrangers ou d'écrire pour des publications étrangères pendant les deux années suivant leur libération.

Dans un article défendant la politique chinoise des droits de l'homme, le quotidien *China* n'a fait aucune allu-

sion directe à la répression de 1989. Tout au plus a-t-il mis en garde les nations occidentales contre la tentation de monter en épingle «des événements ou des cas isolés».

La mort de Deng Xiaoping

Mais cette année, l'anniversaire revêt une dimension sensiblement différente après la mort de l'ancien n° 1 Deng Xiaoping: décédé en février dernier à l'âge de 92 ans, celui-ci avait pris en 1989 la décision ultime d'envoyer l'armée et les chars mater les manifestants étudiants.

Après les analystes, sa disparition pourrait donner davantage de liberté de commentaire à ses héritiers politiques, voire susciter une condamnation du recours à la force et une réhabilitation des victimes.

«Tant que Deng Xiaoping était en vie, on ne pouvait pas revenir sur l'explication des événements», estime le dissident Jiang Qisheng, emprisonné à l'époque pour son rôle majeur dans le mouvement étudiant.

PROMOTION

L'étiquette n'était pas nécessairement synonyme de qualité

SUITE DE LA PAGE 1

ce le président-directeur général, Pierre Goyette, qui «gère» en quelque sorte le «transfert» des activités de l'organisme aux divers secteurs industriels qui feront eux-mêmes dorénavant la promotion des produits d'ici auprès des consommateurs québécois.

«Les divers secteurs ont compris l'importance d'acheter québécois et de parler de leurs produits. Ils se prennent déjà en main», affirme M. Goyette, qui n'a pas reçu d'indication, par ailleurs, sur le renouvellement ou non de son contrat à la tête de l'organisme de promotion.

On s'est rendu compte au cours des ans que beaucoup d'entreprises qui cotisaient à l'organisme n'affichaient pas nécessairement l'étiquette Qualité-Québec sur leurs produits. En outre, les entreprises qui finissaient par développer des marchés extérieurs au Québec délaissaient peu à peu la pratique de miser sur le caractère «québécois» de leurs produits ici même.

Aussi, un projet de Qualité-Québec pour valoriser davantage les produits québécois en favorisant le réseautage et la sous-traitance devait se rendre au Sommet sur l'économie et l'emploi en octobre dernier mais a avorté avant échéance.

M. Goyette croit malgré tout que les risques d'expansion d'entreprises grâce à l'«expérience» de Qualité-Québec sont aussi importants que les risques de voir certains secteurs souffrir du manque de leadership dans ce secteur en raison de la disparition de Qualité-Québec à moyen terme.

Un sondage réalisé l'automne dernier par la firme Léger et Léger tend à démontrer que les Québécois réagissent pourtant favorablement jusque-là au concept «made in Québec». Que ce soit dans le domaine des aliments, des meubles ou des vêtements, les deux tiers des 1000 répondants à cette étude se disaient assez ou très favorables à acheter des produits québécois. Près de la moitié des personnes interrogées avait déjà entendu parler du programme de promotion Qualité-Québec. Parmi ces répondants, deux sur cinq disaient acheter régulièrement des produits alimentaires québécois et la moitié à l'occasion.

Le p.-d.g. de Qualité-Québec demeure donc convaincu de l'utilité de faire la promotion des produits québécois auprès des consommateurs québécois. Mais il souligne que, dorénavant, tout dépendra de la volonté des divers secteurs industriels.

«Ca va déjà bien dans l'agro-alimentaire, qui prépare une vaste campagne sous le thème «Les aliments québécois, on en mange». Dans le domaine de la mode également, depuis trois ans, on utilise la griffe «signé mode Québec».

Au départ, en 1991, le président du Mouvement Desjardins, Claude Béland, voyait très grand en lançant l'idée d'acheter «québécois». Il pensait qu'une telle campagne pourrait éventuellement créer des milliers d'emplois au Québec.

«Si, chaque année, chaque ménage québécois substituait l'achat de 1000 \$ de produits importés par des produits fabriqués au Québec, c'est-à-dire environ 20 \$ par semaine durant un an, c'est près de 100 000 emplois qui seraient générés».

La société devait se financer par la vente d'étiquettes Qualité-Québec qui étaient accolées aux produits fabriqués ici, ce qui ne s'est jamais réalisé. Par ailleurs, l'étiquette n'était pas nécessairement synonyme de qualité mais uniquement de provenance.

Certains économistes avaient critiqué l'initiative de Desjardins en parlant de «protectionnisme primaire», mais dès la première année, certaines entreprises membres avaient connu des hausses de ventes pouvant aller jusqu'à 40 %.

McDonough entend panser les blessures qui divisent le pays

Halifax (PC) — Alexa McDonough a affirmé hier que les néo-démocrates auront pour rôle de panser les blessures qui divisent le pays et qui ont conduit à l'élection d'un Parlement «fracturé», dont les chances qu'il fonctionne paraissent actuellement bien minces aux yeux des Canadiens, a-t-elle dit.

«Je ne crois pas que le Canada puisse être rebâti à coups d'accusations, de haine, d'intolérance», a déclaré la chef du NPD, qui se rendra à Ottawa la semaine prochaine pour la première réunion du caucus de son parti. «Je pense que ce qui peut nous rassembler, c'est de mettre derrière nous cette période de divisions, d'hostilités, de déchirements».

En conférence de presse à Halifax, hier, Mme McDonough a promis que son parti s'efforcerait d'assurer un équilibre national à la Chambre des communes pour contrer ce qu'elle a appelé les facteurs de division que constituent le Bloc québécois et le Parti réformiste.

Le Nouveau Parti démocratique a réussi un retour en force aux Communes, lundi, en récupérant son statut de parti officiel avec 21 élus, dont huit dans les provinces de l'Atlantique, une percée historique. Il a également fait des gains dans l'ouest du pays.

Elue chef du NPD en octobre 1995 sans être députée, Mme McDonough fera maintenant son entrée à la Chambre des communes.

«J'ai très confiance, cela va certainement changer», ajoute-t-il sans toutefois se risquer à avancer des délais.

Beaucoup de Chinois réclament de toute façon qu'on leur rende compte de ce qui s'est réellement passé. Et cette revendication trouve un appui inattendu sur le réseau informatique Internet.

Beaucoup de «branchés» y désapprouvent dans les termes les plus vifs le recours à la force des autorités. Mais certains reprochent aussi aux manifestants de la place Tiananmen d'avoir forcé le gouvernement à aller trop loin.

Tirant la morale de l'affaire, l'un d'eux (qui ne se présente que comme «un étudiant») écrit ainsi que le gouvernement a mal géré cette situation explosive mais que les manifestants auraient dû rentrer chez eux dès l'instauration de la loi martiale.

«Le sang versé le 4 juin, ajoute-t-il, aura donné une dure leçon de droit au peuple chinois. Jamais plus la loi martiale ne sera bafouée par un tel nombre de personnes».